



Pôle nord-est

Quelques nouvelles du CE

février 2014

Préambule.....	2
1. Compte rendu du CCE du 4 février.....	3
2. Présentation du rapport d'expertise sur les comptes.....	3
3. Fabrication de <i>Sortir</i> (Agenda)	4
4. Planning des grilles estivales	5
5. Plan de Départs Volontaires (PDV).....	5
6. Vente du terrain d'Eschau	5
7. Questions diverses.....	6

CE de janvier

Un CE au cours duquel quelques noms d'oiseaux ont été échangés. Après le zèbre du mois dernier, les ânes ont répondu aux manchots...

DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT

Une séance importante du comité d'établissement qui devrait permettre de tirer un premier bilan d'ensemble de la réforme du Pôle près de 4 ans après le début de sa mise en œuvre. Le regard extérieur d'un cabinet indépendant, le même désigné par chacun des quatre CE de pôles, sera particulièrement éclairant. Quatre pôles, quatre visions de notre mission de service public au plan éditorial et quatre façons de s'adapter à une contrainte économique dont le poids n'a cessé de croître sur les organisations et sur les conditions de travail et de vie des salariés.

Dans le Pôle Nord-Est, on le sait, le bilan en terme social est alarmant. En Lorraine, on est loin de l'apaisement. Après le drame de Bar le Duc, le malaise est toujours aussi profond. Absence de signe fort de la part de la direction, sentiment de déshumanisation, clivage entre l'encadrement et les équipes, culpabilisation des salariés. On a ainsi appris que certains d'entre eux étaient photographiés à leur insu par des cadres sur leur lieu de travail... A quelles fins? Dernièrement la réunion préparatoire sur les élections municipales à la rédaction de Nancy s'est faite avec seulement 2 journalistes. Du jamais vu sur un enjeu aussi crucial. Ce simple fait en dit long sur la gravité de la situation. L'antenne de Lorraine est en grande souffrance et plus la direction tardera à en prendre conscience, plus la reconstruction sera longue et difficile.

A propos du plan de départs volontaires, à l'ordre du jour de ce CE, trois syndicats sur quatre ont signé un accord de méthode permettant de négocier les propositions alternatives dans des délais plus raisonnables. Un seul syndicat ne l'a pas signé, au prétexte que les délais étaient trop courts, mais comme il est le seul parmi les confédérations à avoir signé l'ANI de janvier 2013 qui impose des délais bien plus contraignants et qu'il a aussi annoncé vouloir s'impliquer pleinement dans les négociations, on peut

avoir quelques interrogations sur sa cohérence interne.

La négociation vient de commencer à Paris par un examen de la situation de l'emploi. D'emblée s'est posée la question des postes non comblés depuis plus de 6 mois et que la direction a décidé de supprimer. Il s'agit d'une modification de structure sur laquelle les instances devraient être consultées. Une vingtaine de postes sont concernés dans le Pôle. Autre question, celle de l'articulation d'un plan de départ avec les permanentisations de précaires. La Loi n'autorise pas d'embaucher sur des postes supprimés. Enfin la direction s'est dite intéressée par notre proposition de prendre en compte la question de la pénibilité dans le dispositif. Pourquoi ne pas satisfaire la demande de salariés touchés par la pénibilité et qui souhaitent partir en retraite, et dégager ainsi une économie via l'effet de noria pour limiter le nombre de postes à supprimer? La semaine prochaine devrait être abordée la dimension économique du projet.

Un mot enfin sur la laborieuse mise en œuvre des dispositions sur le temps de travail. Un avenant à l'accord collectif doit prochainement être négocié sur ce thème. La CGT a demandé que les débats portent plus spécifiquement sur l'adaptation de la partie temps de travail de l'accord collectif pour les intermittents, pour l'instant basculés sur l'accord de branche sur la télédiffusion de fin 2006, mais aussi sur les congés des temps partiels et des salariés à 35H, ainsi que sur la validation des heures supplémentaires. A ce propos il faudra que la direction prenne en compte le rappel à l'ordre de l'inspection du travail de Reims qui insiste sur le fait que tant que le forfait jour n'a pas fait l'objet d'un avis des instances représentatives du personnel et que les avenants individuels aux contrats de travail n'ont pas été signés, les heures supplémentaires doivent être déclarées et payées. Faute de quoi ces heures pourraient être considérées comme du travail dissimulé.

1

Compte rendu du CCE du 4 février

Le compte rendu du CCE constitutif du 4 février a été fait ainsi que le compte rendu du CCE ordinaire.

A retenir, le changement de majorité au CCE et l'aboutissement d'un accord de méthode visant à négocier des propositions alternatives au plan de suppressions d'emplois ([voir le compte-rendu](#))

2

Présentation du rapport d'expertise sur les comptes

L'expert du cabinet Sécafi a fait une présentation détaillée de son rapport sur l'exécution des comptes 2012/2013 ([voir rapport Sécafi](#)). Cette année, il a élargi son analyse à partir des données économiques de l'ensemble des Pôles régionaux.

Mesure de l'activité, situation de l'emploi, stratégies éditoriales, plan d'économies et questions d'avenir (le tout numérique).



Sur **l'activité**, l'expert estime qu'avec 9.517 heures de programmes diffusés, le réseau France 3 diffuse l'équivalent de 1,1 chaîne avec un taux de production 4 ou 5 fois supérieur à une chaîne "banale". L'expert regrette que le taux de production (en télévision comme sur le web) ne fasse pas partie des critères du COM.

La relance des programmes régionaux en septembre 2011 a fait baisser le coût horaire. "*Vous êtes plus productifs quand vous produisez*" fait remarquer l'expert. Le Pôle Nord-Est est le premier à avoir ralenti son activité après le gel des ressources début 2012.



Face aux **contraintes budgétaires**, les Pôles ont tous engagé des plans d'économie. L'expert souligne que ces économies portent sur la partie variable du budget, environ 25% et que 2% d'économies rapportées à la partie variable deviennent 8% d'économies, ce qui est considérable. Economie sur les non-permanents, le gardiennage, le nettoyage, la sous-traitance, la presse, les frais de mission. "*Vous êtes à l'os*" conclut l'expert.

Une partie de ces économies a été réalisée par l'arrêt de *Code Delta* et de *Alors on danse*, remplacées par des émissions fabriquées en interne (*Pourquoi chercher plus loin*).

Pour 2014, la direction ne prévoit pas de nouveau tour d'économies. Comme le Pôle n'aura consommé que 93,4% au premier semestre et 98% de son budget en fin d'année 2013, la diminution budgétaire annoncée pour 2014 sera neutralisée.

L'expert note toutefois que la direction compte bien accroître ses moyens disponibles avec le forfait jour.



Sur **l'emploi**, l'expert relève que c'est France 3 qui a accompli le plus gros effort en termes de suppressions d'emplois. Entre 2011 et 2013 le réseau régional a perdu 252 ETP - 500 ETP entre juin 2012 et juin 2013. Le Pôle a connu une bosse avec la relance fin 2011 mais est redescendu au niveau antérieur.

L'emploi non permanent a été la principale variable d'ajustement. Avec une diminution de 34,5%, le Pôle Nord-Est est celui qui a le plus fortement diminué le recours aux non-permanents (moyenne des pôles : - 26,7%).

Les élus soulignent la violence sociale qui s'exerce contre les précaires et la dégradation des conditions de travail des permanents. La direction considère qu'on ne peut plus recourir massivement aux non permanents, qu'on ne souhaite pas non plus arrêter de fabriquer les émissions et qu'on doit combattre la sous-activité. La conséquence, c'est le recours moindre aux non-permanents.

.../...

Présentation du rapport d'expertise sur les comptes (suite)



Sur **la stratégie éditoriale**, l'expert met en évidence (sans prendre parti) les 4 réponses différentes des 4 Pôles. Faire de la télévision quand les téléspectateurs sont devant leurs écrans (Pôle Sud-Ouest), être au plus proche du terrain avec les *Matinales* régulières (Pôle Nord-Est), laisser l'initiative à chaque antenne (Pôle Nord-Ouest), promouvoir les PAM (prises d'antenne matinales) (Pôle Sud-Est).

M. Bennechet défend son choix des *Matinales*. Pour lui ce n'est pas un choix par défaut, il veut créer une habitude de consommation, un rendez-vous reconnu sur une orientation de service. Il souligne des résultats d'audience intéressants à plus de 10%.

L'expert souligne que cela pose question sur la stratégie éditoriale et l'image de France 3 au plan national.

Il y a eu le même nombre de PAE en 2013 qu'en 2012 (26) pour 130H réalisées contre 160. Le bilan d'audience est positif puisque 19 PAE ont eu une audience supérieure aux moyennes nationales.



Enfin l'expert ouvre le débat sur **le tout numérique**. Les Google et You Tube sont très intéressés par une exposition gratuite de nos contenus. Selon lui France 3 devrait être d'ici 3 à 5 ans la référence unique sur internet en termes d'information régionale et de services. C'est un enjeu stratégique majeur.

3

Fabrication de *Sortir* (Agenda)

La direction souhaite organiser l'activité depuis trois sites pour l'ensemble des 7 antennes du Pôle. Un poste de Strasbourg serait transféré à Besançon et un autre poste vacant du Pôle transféré vers Dijon.

Les annonces de programmes culturels seraient fabriquées à Besançon (2 personnes), Dijon (2 personnes plus le coordonnateur) et Lille (2 personnes).

Un débat a lieu sur la place de Nancy qui n'exercera plus cette activité. C'est évidemment un élément qui contribue à la déstabilisation de l'antenne de Lorraine.

Ce point sera examiné en commission économie et structure avant consultation des élus.

4

Planning des grilles estivales

Fin des grilles le 27 juin et le 21 juin pour les émissions du samedi.

Pas de grille d'été pour le 12/13, le 19/20 et le Soir 3.

Fermeture des Locales le 5 juillet, elles sont remplacées par l'édition des initiatives sauf l'édition été de la Locale de Boulogne ramenée à 7 minutes avec un sujet repris de Picardie.

Un débat a lieu sur l'avenir des Locales dont la diffusion n'est plus assurée par un grand nombre d'opérateurs type ADSL ou tablettes et I-phone.

5

Plan de Départs Volontaires (PDV)

Conformément à l'accord de méthode, un point d'information sur le PDV était à l'ordre du jour. Deux expertises ont été engagées au plan national, l'une par le Cabinet Emergences pour l'IC CHSCT et l'autre par le Cabinet Sécafi pour le CCE.

Le directeur présente brièvement la méthode qui a été déclinée dans le Pôle. Pas d'objectif cible en terme d'emplois ou de masse salariale mais la direction a regardé comment on pouvait réduire les effectifs sans mettre en danger l'activité.

La décision de supprimer un poste de monteur par antenne est une décision nationale mais elle est pour l'instant suspendue. M. Bennechet considère d'ailleurs que le montage par les journalistes en BEX n'est pas forcément une bonne idée.

Le PDV prévoit la suppression de 22 postes dans le Pôle, plus 1 poste à la finance et 3 aux ressources humaines, soit un total de 26 postes (19 postes si on maintient les postes de monteurs). Le projet est pour l'instant renvoyé à la négociation nationale et sera réexaminé au prochain CE.

6

Vente du terrain d'Eschau

Les élus du CE ont acté la vente du terrain d'Eschau pour une somme de 164.300 €. La somme ainsi obtenue servira à un investissement immobilier mieux adapté au profit des salariés et de leurs familles.

(ci-dessous la délibération du CE)

Questions diverses

La direction affirme qu'il n'y a pas de volonté de ne plus recourir aux intermittents qui refuseraient une embauche mais elle ne cache pas que le volume de travail peut être amené à se réduire.

La direction assume le planning de la campagne publicitaire sur *les Matinales*, peu avant les Jeux de Sochi au cours desquels elles auront été occultées... L'objectif selon la direction était d'inscrire dans l'esprit du public que France 3, c'est aussi autre chose que le JTR. "*La télé régionale, c'est le matin*".

Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Nancy, Reims, Strasbourg, le 25 février 2014



<http://ce-polenordest.fr>

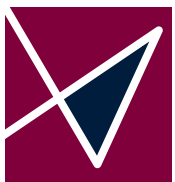
Vos élus CGT :

Laurence Carpentier (Nord Pas de Calais), Marc Chauvelot (Champagne Ardenne), Philippe Cornet (Nord Pas de Calais), Sandra Coutoux (Lorraine), Isabelle Debraye (Picardie), Gilbert Diem (Alsace), Carole Herbin (Champagne Ardenne), Annabelle Igier (Champagne Ardenne), William Maunier (Lorraine), Isabelle Petit-Felix (Bourgogne), Jean Picard (Bourgogne), Cyril Pinato (Alsace), Angélique Sergent (Lorraine), Sylvain Vargiu (Nord Pas de Calais), Isabelle Vieira (Lorraine).

Représentant syndical : Nicolas Libes (Strasbourg).

Prochain RDV le 21 mars 2014 à Lille

Vos élus **cgt** se tiennent à votre disposition



SECAFI

Bordeaux

Lille

Lyon

Marseille

Metz

Nantes

Paris

Toulouse



Analyse des comptes des pôles régionaux de France 3

2012-6 mois 2013

SECAFI Diagnostic Stratégie Emploi
Société d'expertise comptable
inscrite au Tableau
de l'Ordre de Paris/Ile-de-France

Siège social :

20, rue Martin Bernard

75647 Paris Cedex 13

Tel : 01 53 62 70 00

www.secafi.com



Les pôles Régionaux de F3

- Le présent rapport rend compte de la mission que nous a confiée votre Comité d'Etablissement dans le cadre de l'article L2325-35 / L2325-36 / L2325-37 du Code du Travail.
- Pour exécuter nos travaux, nous avons notamment utilisé les documents comptables (compte de résultat et annexes), les informations économiques, sociales et financières mises à notre disposition, ainsi que d'autres documents internes
- Nous avons complété notre analyse documentaire par des entretiens avec, pour la partie nationale Me Servant et M.Godard et pour le pôle Me/Mr...XXX que nous remercions de leur disponibilité.
- Notre rapport comprend la présente note de synthèse, qui fait ressortir les principales conclusions de notre diagnostic ; elle s'appuie sur une analyse détaillée décrite dans le corps du rapport.
- Outre les signataires du présent rapport, ont également participé à la réalisation de cette mission, Madame Durand et Monsieur Bigata.
- Nous vous remercions de votre confiance et nous nous tenons à votre disposition pour vous apporter toutes explications complémentaires ou pour approfondir avec vous les réflexions que vous estimeriez nécessaires à l'appréciation de la situation de l'entreprise.

Paris, le 20/12/2013

Pierre FERRACCI
Mustapha OMARI
Jacques DENOYELLE

■ 1- Avertissement.....	4
■ 2 – Résumé.....	5
■ 3 –Les données économiques de l'ensemble des pôles.....	8
■ 4 – Les « adaptations » des pôles face aux contraintes budgétaires.....	26
■ 5- Les données sociales de l'ensemble des pôles	
> 1. Emploi: questions de méthode.....	31
> 2. Emploi : les non-permanents, principale variable d'ajustement.....	39
■ 6- L'analyse des résultats du pôle Nord Est.....	44
■ 7- Les données stratégiques: questions autour de l'approche numérique.....	60

- Ce rapport est composé de quatre parties :
 - > un résumé de notre avis sur la situation générale des pôles,
 - > l'analyse économique et financière de l'ensemble constitué des quatre pôles régionaux,
 - > une présentation économique et sociale de chacun d'entre eux,
 - > une approche du numérique comme enjeu stratégique
- Les données les plus récentes de notre analyse sont celles en date du 30 juin 2013
- Nous avons disposé pour la première fois de deux types de données de suivi de la production: l'un, celui du tableau de bord, comptabilise la production propre et co-production diffusées dans l'année – quelle que soit son année de fabrication - , le second comptabilise la production propre réalisée et diffusée dans l'année
- Il ne nous est pas possible de mesurer avec exactitude la variation de l'impact sur le coût de grille, les effectifs, les droits de tirage ou la cash.
- Dans chaque tableau de diffusion, nous indiquons les évolutions à mi - année entre 2012 et 2013.

- Arrêt de la relance régionale sous contrainte budgétaire, prévision budgétaire 2013 défaite après l'annonce d'un surgel en début d'année 2013, les années comptables ne se ressemblent pas mais sont toutes marquées par l'impossibilité de planifier et de suivre des actions dans le temps
 - > Il est objectivement difficile de lancer des initiatives sans que la visibilité sur la stabilité des recettes affichées ne soit assurée
 - > Par le fait cela revient à pratiquer une forme d'auto - censure ; le crainte de devoir rembourser (par des économies de fonctionnement courant) ce que l'on a avancé est un frein puissant à toute entreprise créatrice
 - > La recherche d'économies sans projet de déploiement dans un univers en plein bouleversement est anxiogène

- L'autonomie de décision des pôles nous apparait faible. Que les PAE passent sous les fourches caudines du national qui tranche en fonction du coût et de sa propre évaluation de l'intérêt de l'antenne au niveau national est symptomatique

- Que reste t-il donc aux pôles sinon de gérer les à-coups budgétaires d'une tutelle qui ne respecte pas ses propres engagements stipulés dans le COM, qui est incapable d'assurer l'entreprise publique que le budget présenté bénéficiera bien des recettes inscrites
 - > Nous ne voyons pas comment, dans ces contextes, les pôles ne peuvent pas être "sous tension"
 - > Les économies ne sont pas inscrites dans un pilotage stratégique mais dans une adaptation à moindre coût
 - > Progressivement l'entreprise fonctionne en mode de "gestion de crise" qui n'aboutira dans un moyen terme qu'à redéfinir à la baisse les termes du contrat avec l'Etat car nous observons un épuisement, très largement répandu, qui est antinomique à toute possibilité de construire un futur

- La non-tenu des engagements de recettes de la tutelle et les économies à réaliser se doublent d'un fonctionnement des pôles qui demeure cloisonné car,
 - > nous ne voyons pas surgir de plans d'échanges de pratiques
 - > la nécessité d'une démarche "meilleures pratiques" entre les pôles nous paraît pourtant évidente à mettre en place
 - Mais la construction budgétaire, le type de gouvernance et le mode de pilotage ne sont pas adaptés à la construction de démarches horizontales
 - Il n'y a pas de véritables objectifs ni mesures de ces objectifs d'activité

- Le national a une double vocation, de construction de la grille dont elle est responsable et de la gestion des coûts de fonctionnement de F3
 - > Les pôles pourraient être considérés comme des établissements de simple exécution si le service était standardisé, tant sur sa fabrication que sur l'attente du client
 - > Or, les pôles échappent à cette définition c'est pourquoi ils devraient disposer de la maîtrise totale de leur budget et d'une gouvernance qui reporte au national comme une entreprise indépendante de sa gestion ce qui forcerait à la définition d'une stratégie de recettes

 - > Il nous semble donc que :
 - Ce degré de responsabilité à construire est l'effet de levier qui forcera les coopérations et pas l'inverse
 - Cette autonomie pourrait basculer le pilotage des antennes vers les attentes du téléspectateur et de la prise en compte des nouveaux usages et pas seulement l'administration des économies: sans ce basculement organisationnel et toutes choses égales par ailleurs un projet d'entreprise "régional" ne peut se construire,

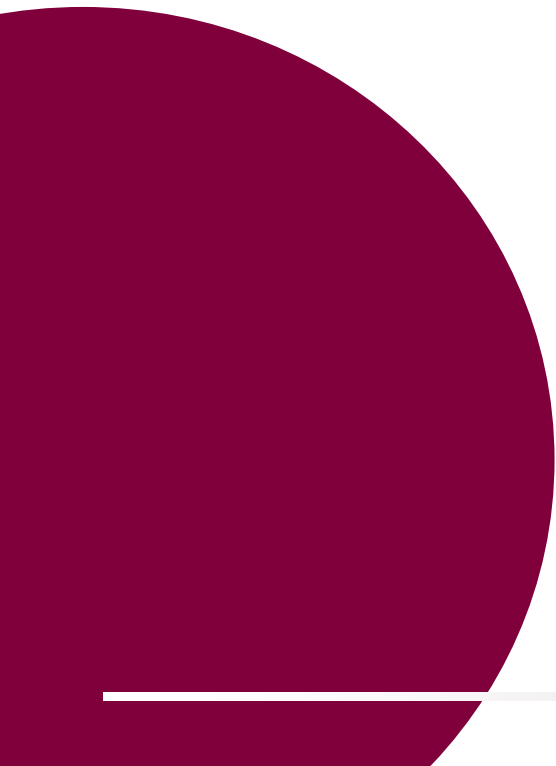
- *Basculer du temps et du budget de grille nationale aux pôles*, définir avec le national son utilisation (plan stratégique de reconquête d'audience) ainsi que les règles de suivi par la mise en place d'un conseil de direction des pôles indépendant du national mais lui rapportant par rapport au Com et à la tenue des budgets, nous paraît un premier pas crucial pour aborder le virage du numérique et de l'ultra local

- Le paradoxe est le suivant: les pôles échappent plus facilement à l'ultra concurrence des chaînes nationales et des OTT (Google, You tube, ...) si elle travaille la question de l'ultra-local. Mais pour travailler ce type d'ambition il faut avoir un espace accru dans la grille

- Une logique récessive est en place avec :
 - > Un mécanisme budgétaire de la notification = moins de recettes publiques et publicitaires = ajustements sur les emplois et les moyens courants de l'activité
 - > Une perte d'informations depuis la mise en place de Papyrus
 - > Une organisation actuelle dont les coûts sont connus par case horaire mais qui ne peut pas transformer cette information en outil de pilotage, et qui plus est partageable.

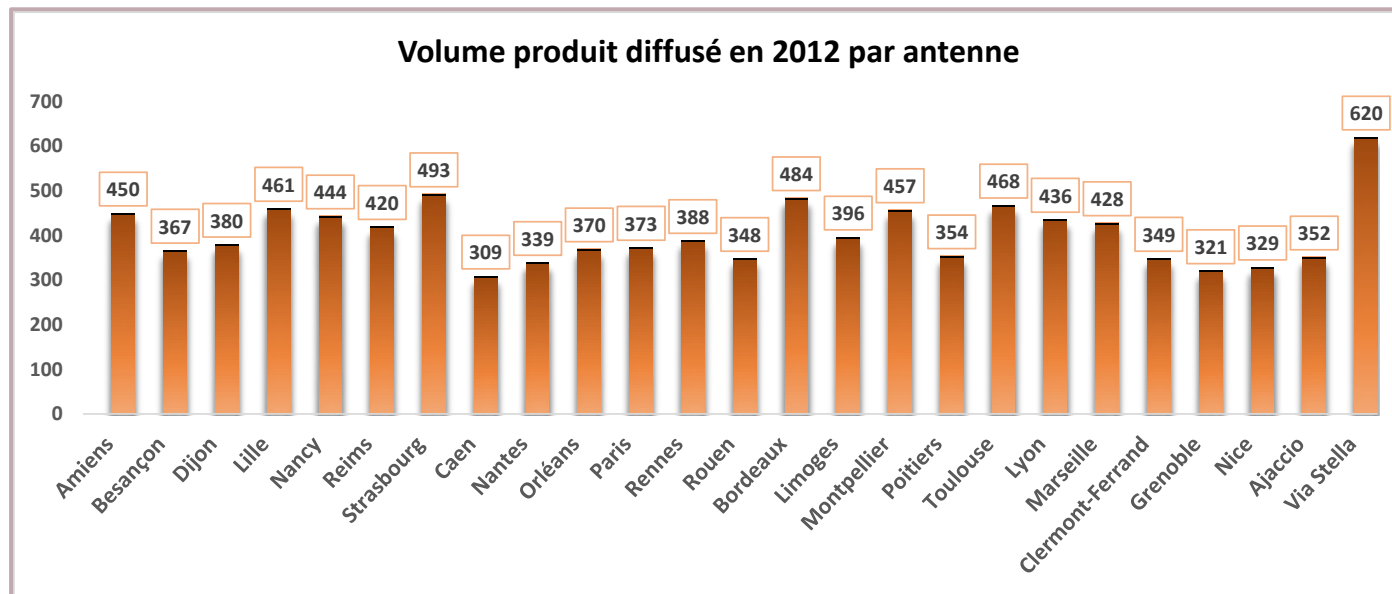


Les données économiques de l'ensemble des pôles



Dès 2012, le volume de production horaire interne est de 9517H (hors Via Stella)

Production interne des pôles : plus d'1,1 chaîne de production fraîche 24/24 (8760H)



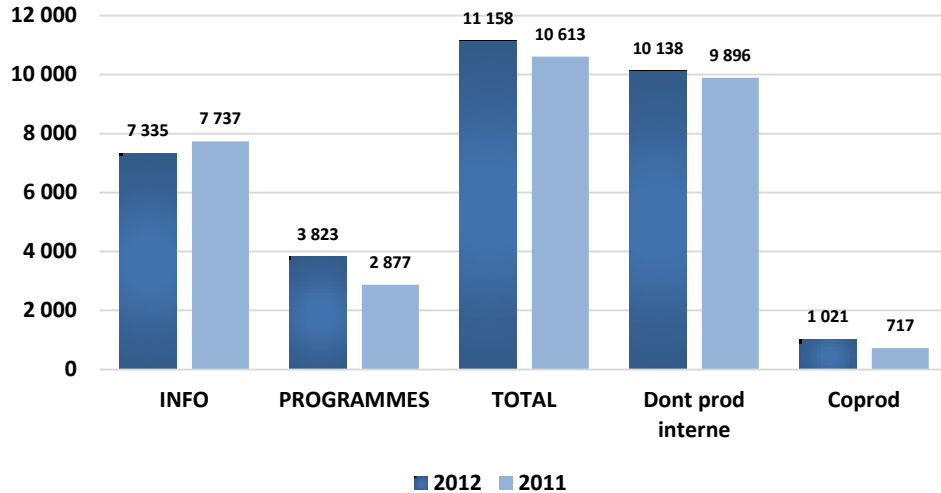
- Les données de production fraîche (Programmes, infos, coproductions, achats, etc...) ne sont pas suffisamment exploitées et valorisées
 - > elles nous sont transmises de façon inégale selon les années, nous ne pouvons comparer les années ou les saisons
- Argos fournit des données organisées par antenne, qui peuvent manquer de finesse mais présentent l'intérêt d'un suivi
- La mesure de l'activité est aussi importante que celle de l'emploi ou du budget
- Elle ne fait pourtant pas partie des critères retenus par le COM

Volume de production propre et coproduction réalisées et diffusées au cours du 1^{er} semestre 2013

<i>Analyse par antenne</i>	Total au 30/06/2013	Total au 30/06/2012	Diff. 2013/2012	Var. 2013/2012
Amiens	243	242	2	0,7%
Besançon	197	190	7	3,7%
Dijon	205	203	2	1,2%
Lille	268	264	4	1,4%
Nancy	235	261	-26	-10,1%
Reims	207	250	-42	-17,0%
Strasbourg	278	313	-35	-11,2%
Bourg. Fr. Comté	24	46	-22	-48,6%
Lor. Champ. Ard.	5	8	-3	-38,6%
Nord PdC Picardie	5	17	-11	-68,4%
Caen	153	160	-6	-4,0%
Nantes	186	197	-11	-5,6%
Orléans	204	209	-4	-2,1%
Paris	221	182	38	21,0%
Rennes	209	236	-26	-11,2%
Rouen	174	185	-11	-6,0%
Normandie	50	31	20	64,3%
Ouest	26	19	7	39,0%
Paris IdF Centre	0	2	-2	-80,3%
Clermont-Ferrand	171	179	-8	-4,4%
Grenoble	159	171	-12	-7,1%
Lyon	192	251	-59	-23,6%
Marseille	164	235	-71	-30,2%
Nice	144	156	-12	-7,5%
Rh. Alpes Auvergne	77	38	39	103,2%
Méditerranée	87	69	19	27,3%
Bordeaux	288	296	-8	-2,8%
Limoges	185	210	-25	-12,0%
Montpellier	193	219	-25	-11,6%
Poitiers	157	181	-24	-13,2%
Toulouse	205	225	-20	-8,9%
Lim. Poitou Char.	51	71	-21	-29,0%
Sud	57	109	-52	-47,4%
Ajaccio	187	230	-43	-18,8%
Via Stella	455	398	56	14,1%
TOTAL	5 665	6 052	-388	-6,4%

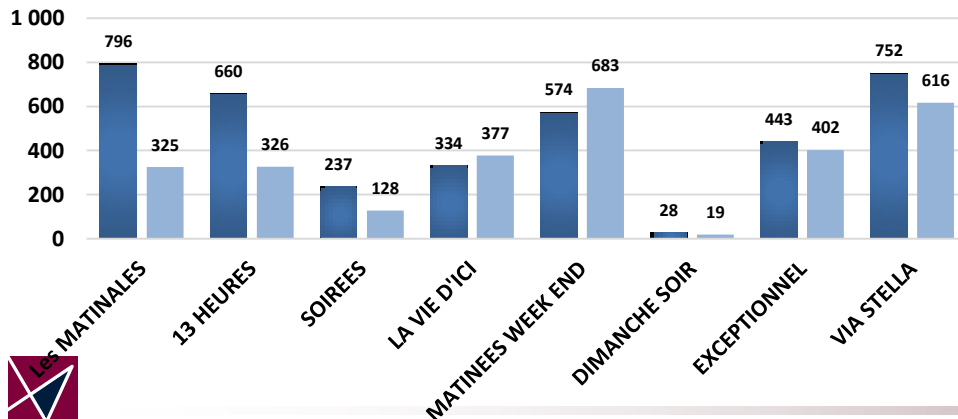
La production fraîche poursuit son augmentation en 2012

Volume de production fraîche diffusée



Variation 12/11	
INFO	-5,2%
PROGRAMMES	32,9%
TOTAL	5,1%
Dont prod interne	2,4%
Coprod	42,3%

Volume de production fraîche diffusée par genre



Variation 12/11	
Les MATINALES	145,2%
13 HEURES	102,3%
SOIREES	84,7%
LA VIE D'ICI	-11,4%
MATINEES WEEK END	-15,9%
DIMANCHE SOIR	45,6%
EXCEPTIONNEL	10,0%
VIA STELLA	22,0%

- La production fraîche diffusée a augmenté de 5% entre 2011 et 2012
- Cette augmentation porte principalement sur les programmes
- 200H de production interne et 300H de coproduction supplémentaire
- L'année 2012 supporte six mois de la relance régionale alors que l'année 2011 n'en supporte que 4
- C'est notamment pour alimenter les matinales, le 13H les soirées que la production fraîche augmente

Le coût de grille 2012 des réseaux: après la relance, le premier tour des économies

- L'année 2012 est une année où les volumes de diffusion ont augmenté de 16% pour un coût de grille de 375,3M€, ce qui donne un coût horaire de 14,8K€ contre 16,6K€ l'année précédente soit une baisse unitaire moyenne de 10,8%
 - > Hors Via Stella, la progression est de 14,1%
 - > La progression du volume de programmes diffusés: +24% (+2138h)
 - En coût horaire la relance a mis en évidence une plus grande visibilité des programmes régionaux sur les antennes
 - > L'information (année pleine pour certaines cases « Enquêtes de régions ») a augmenté en volume de 1,3%
 - L'écart au budget sur l'information (+3,5M€) a été en partie annulé par des économies sur les sports et la baisse du nombre de PAE

- Le mode de présentation des comptes ne tient pas compte de la contribution des antennes régionales à l'antenne nationale (138h en 2012)
 - > A périmètre constant de comptabilisation des charges connexes sur rémunérations, le coût de grille a évolué de 2011 à 2012 de + 1,3%
 - > De même, et plus fondamentalement, hors pertes non provisionnées de 655K€, la charge réelle 2012 n'a connu aucun dépassement par rapport au budget

-
- le coût de grille représente plus que le simple coût de fonctionnement courant des antennes. En effet :
 - > Une partie des achats de programmes et des dépenses de fabrication inscrites en production immobilisée sera consommée et amortie (ou non) dans l'année, ce qui biaise l'analyse des coûts standard
 - économiquement une charge, par exemple en 2012, immobilisée, elle deviendra un produit via les dotations aux amortissements l'année suivante
 - > **Autrement dit le compte de résultat mêle deux types de dépenses** dont l'une a un caractère d'investissement, qui sera immobilisée et amortie. Ce qui importerait donc serait de mesurer les évolutions en produits et en charges sur moyenne période ce qui aurait pour effet d'estomper l'effet calendaire

Un recours aux non permanents limité par l'arrêt de la relance

- Le budget courant 2012 a été globalement tenu sur la part frais de personnel
 - > Le réel affiche même une économie globale de 874K€
- Des écarts importants sont cependant notables p/r au budget :
 - > Personnel permanent = -11,6M€
 - > Personnel non-permanent = +10,6M€
- La progression de 3,7M€ par rapport au réel 2011 indique in fine une baisse de 3,4M€ des NP en lien avec les programmes d'économies
- En outre, elle intègre de nombreux effets qui ne sont pas ceux de la NAO à savoir:
 - > Une progression des longues maladies
 - > L'augmentation du niveau de la taxe sur les rémunérations (+0,8M€)
- La baisse des recettes (surgel de 21M€ de début d'année) imposée à FranceTV et répercutée sur les différents pôles a mis fin à la politique de relance régionale, ceci en dehors du fait que la prévision de coûts ait pu être insuffisante
 - > Par rapport à la politique d'ajustement imposée aux chaînes, la question de l'audience qui n'aurait pas été au rendez-vous apparaît un argument discutable, au vu du peu de temps qu'ont eu les antennes et les pôles pour peaufiner leurs programmes, les installer dans la durée, en mesurer l'audience réelle régionale. Aucun document à notre connaissance ne présente une comparaison des conditions de la réussite ou de l'échec (relatif au temps de l'expérimentation)
- Sur moyenne période, de 2010 à 2012, le coût des antennes régionales a néanmoins connu une progression modeste, de 3,8% ce qui déflaté, montre en fait une croissance nulle en valeur du coût de grille (le remarque est identique pour la part nationale de F3)

Tableau des charges de personnel

Charges de personnel (yc taxes sur le personnel) (*)	2011	2012	B.2012	Ecart B. 12 / R.12	B.2013
Personnel permanent (GPPE)	206 215	211 316	222 898	-11 582	225 475
Perm. PTA (G64PP)	108 401	110 565	117 735	-7 170	
Perm. JOU (G64PJ)	97 814	100 751	105 163	-4 412	
Charges de personnel non permanents (GPNP)	45 516	42 184	31 554	10 630	28 489
Occasionnels PTA (G64PT)	2 421	3 303	2 953	350	
Occasionnels JOU (G64JO)	14 333	12 322	6 803	5 519	
Intermittents (G64IN)	21 161	19 420	16 334	3 085	
Piges (G64PI)	489	462	235	228	
Cachets (G64CA)	7 111	6 670	4 682	1 988	
Supplements de cachets (G64SU)	0	0	0	0	
Stagiaire, contrat de pro. (G64ST)	0	6	547	-541	
Taxes sur remunerations (GTAXR)	8 374	9 195	9 147	48	9 071
Autres charges de personnel (G64AU)	5 340	6 486	6 456	30	6 623
Total Charges de personnel (GCP)	265 446	269 180	270 054	-874	269 656

2013 : le deuxième tour des économies

- Premier trimestre 2013 : 25M€ de nouvelles mesures de gel de la part des tutelles
 - > Pour les régions F3 c'est une économie de 3,6M€ qui est à réaliser sur l'année
 - Recettes = -3,8M€ dont 1M€ sur la production immobilisée (contrepartie pour partie des -1,9M€ d'achats de programmes et de frais de diffusion) et -2,4M€ des recettes N2
 - Charges de personnel = derrière un montant identique à 2012 (269M€) une augmentation prévue assez forte du nombre de permanents et une baisse toute aussi significative du nombre de non-permanents dont une partie a été « permanentisée »
 - Frais de personnel P : +14,1M€
 - Frais de personnel NP : -13,7M€
 - 2011 : pic des départs PDV sur des postes à remplacer. Le faible nombre de réunions paritaires a abouti à ce que les postes de permanents à remplacer l'on été par des NP. Effet inverse en 2012.
 - L'essentiel de l'effort porte sur les dépenses opérationnelles non salariales, soit -10,4M€ :
 - Achats de programmes, loyers et charges locatives, frais de mission, honoraires et études, frais de communication...qui portent à la fois sur les programmes et les dépenses courantes de fonctionnement
 - > Les charges d'exploitation ont été budgétées à 380M€ soit 6M€ d'économies par rapport à 2011; déflatés, la baisse réelle est de 25M€ (2% par an)
 - > Le coût de grille, budgété à -7,3%, affiche des économies importantes (5,8M€) en particulier sur les magazines (-2,8M€) et les documentaires(-2,1M€)

Les dépenses de fonctionnement courant

Charges hors personnel et prélèvements (en K€)	2011	2012	B.2012	Ecart B. 12 / R.12	B.2013
Achats de programmes et droits de diffusion (GDDIF)	18 104	20 845	19 992	853	19 522
Frais de programmes et de production (GPROG)	5 276	3 704	7 679	-3 975	3 116
Achats hors programmes (GHPRO)	8 757	8 372	8 489	-117	8 449
Amortissements hors programmes (G68AM)	20 454	19 133	20 101	-968	20 101
Dotations provisions hors programmes (G68PR)	222	2 496	200	2 296	200
Reprises de provisions hors programmes (GRPHP)	-976	-484	0	-484	0
Prestations techniques (GPTEC)	3 900	2 648	3 154	-505	2 731
Coûts de transmissions (GCTRA)	7 161	7 328	7 704	-377	6 851
Coût de diffusion (GCDIF)	167	164	119	45	119
Frais de missions et transports (GMISS)	15 261	14 398	15 004	-606	13 220
Loyers et charges locatives immobilières et mobilières (GLOYE)	11 286	14 293	11 052	3 241	11 512
Entretien et maintenance - Prestations externes (GENTM)	7 431	8 082	6 489	1 593	6 636
Communication, promotion et publicité (GCPUB)	1 631	2 640	558	2 083	460
Honoraires et Etudes (GCHE)	710	518	383	135	183
Impôts et taxes externes (GTAXE)	9 751	9 431	9 520	-89	9 527
Autres services extérieurs (GSEEX)	9 288	6 323	7 866	-1 543	6 782
Charges diverses de gestion courante (GGESC)	218	158	20	138	20
Personnel extérieur à l'entreprise personnels intermédiaires, etc. (GPEXT)	1 890	1 141	1 198	-57	927
Total Charges hors personnel (GCHP)	120 531	121 191	119 526	1 665	110 357

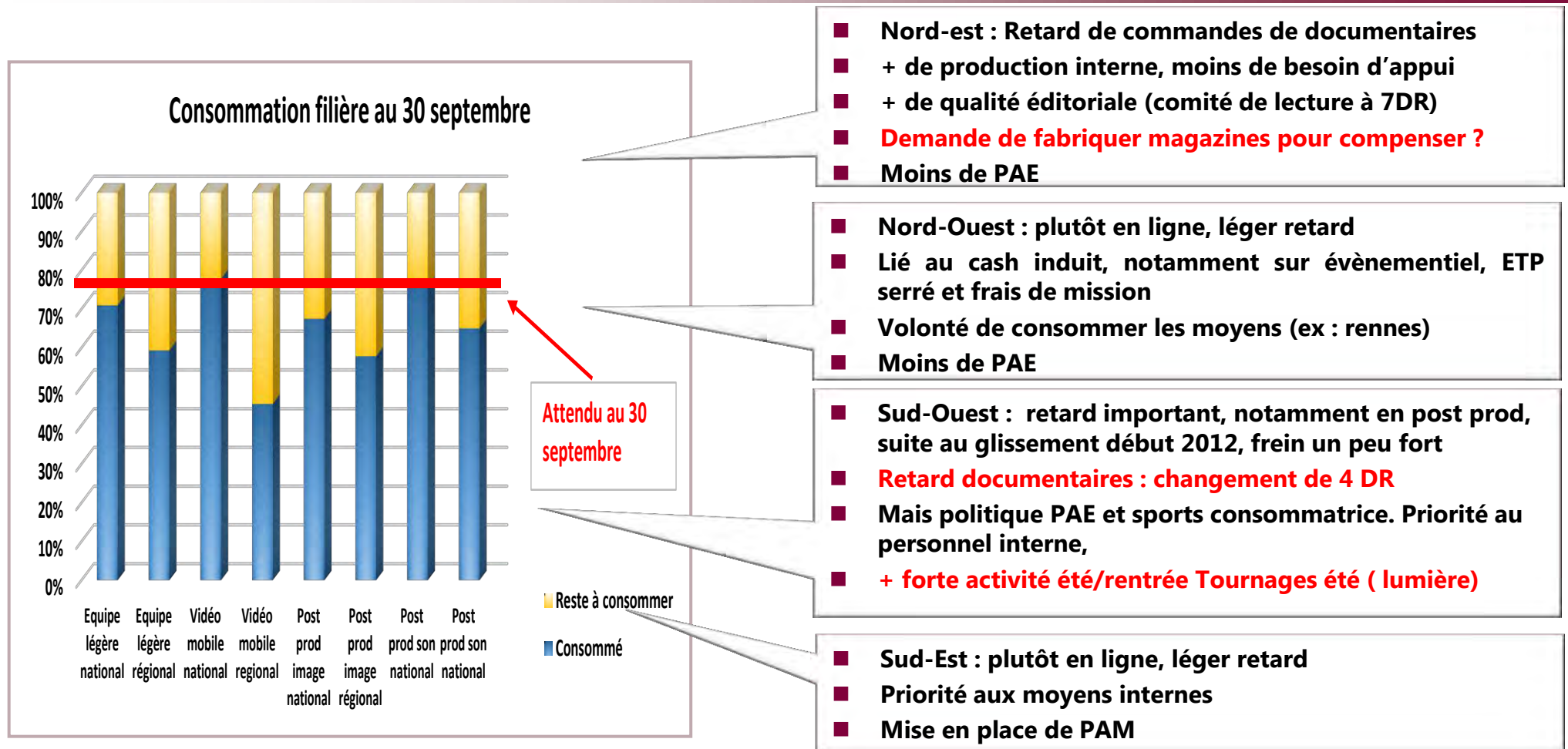
Au 30-06, les économies sont plus élevées que prévues

- La grille 2013 sur 6 mois enregistre un repli en volume de la diffusion de 1949h, soit -13% hors Via Stella; l'arrêt de la relance des programmes régionaux en 2012 s'est accompagné d'évolutions éditoriales
 - > Le volume d'information est stable, même en légère progression
 - Mais la part rediffusée passe de 5 à 10% et la production propre décroît
 - > Les magazines (-1919h) sont bien évidemment les premiers touchés (arrêt de 13 heures avec vous)
 - La production propre a été réduite par deux, les travaux de façonnage ont perdu 181h
 - La rediffusion a baissé de 809h
 - > Les parts achats (+21,6%) et la co-production (+34,5%) connaissent une évolution marquée qui contraste avec celles du façonnage (-80%), la production propre (-10%) et des imports (-40,3%)
 - Cette évolution est à relativiser d'un pôle à l'autre, avec des choix éditoriaux assez différents
 - Grenoble est la station qui a connu la plus forte baisse en volume (-100h)
- La re-prévision à fin juin présenterait pour l'année une économie de 3,9 M€ (nette de 2M€ de déstockage de programmes) dont 3M€ de plus que le budget réalisé à fin juin
 - > Magazines : -2,9M€, documentaires : -2,1 M€
 - > Information : +2,5M€; divers : +1,3M€

Le budget opérationnel à fin juin, une réduction des dépenses d'exploitation supérieures au budget

- Les recettes nettes sont en très net retard de 2,4M€ liées pour l'essentiel à la publicité (pub et parrainage = -1,5M€)
- Alors que le budget à fin juin prévoyait 214,3Me de charges d'exploitation, le réel affiche une économie de 7,4M€:
 - > 2,8M€ sur les frais de personnel
 - > -3,3M€ d'achats externes, dont 2,8M€ liés aux charges locatives et immobilières, 1,4M€ sur entretien et maintenance, 1,3M€ sur les achats de programmes
 - > Et -1,4M€ de prestations interne à la filière qui subit par ricochet le programme de réduction des charges opérationnelles
- Cette économie nette est en fait plus élevée, de 9,1M€ si on intègre les provisions pour litiges prud'homaux (1,7M€ à fin juin)
 - > Soit une économie sur les charges de personnel de 4,5M€ (par hypothèse de ce classement analytique)

2013 : La ré-internalisation et les plans d'économies nuisent à la consommation des moyens de la filière



La prévision de consommation est toujours supérieure au réel mais le retard pris en 2013 sera difficilement compensé, notamment sur la post-prod. Moins de PAE, moins de magazines, retards sur les documentaires, ré-internalisation... En projet : Programmation Générale de l'Activité pour mieux lisser la consommation des moyens de la filière

Des économies qui ont pesé sur les effectifs non permanents

Evolution des ETP par pôle (à juin)

		Réel 2011	Budget 2012	Réel 6m 2012	Budget 2013	Réel 6m 2013	Var. 12/11	Var. 13/12	Var. 13/11
Nord Est	Permanents	821,5		843,7		837,5	2,7%	-0,7%	1,9%
	Non permanents	160,7	988,8	160,3	979,3	99,7	-0,2%	-37,8%	-38,0%
Nord Ouest	Permanents	720,7		737		729,5	2,3%	-1,0%	1,2%
	Non permanents	139,2	860	139,3	844	103,5	0,1%	-25,7%	-25,6%
Sud Est	Permanents	556,5		560		560,9	0,6%	0,2%	0,8%
	Non permanents	113,7	677,4	128,6	665,4	94,9	13,1%	-26,2%	-16,5%
Sud Ouest	Permanents	671,8		697		685,5	3,8%	-1,6%	2,0%
	Non permanents	119	823	140,6	809	90,3	18,2%	-35,8%	-24,1%
Corse	Permanents	170,8		175,8		176,8	2,9%	0,6%	3,5%
	Non permanents	38,5	215,4	52,3	215,4	46	35,8%	-12,0%	19,5%
Fr3 régions	Permanents	2941,3		3013,5		2990,2	2,5%	-0,8%	1,7%
	Non permanents	571,1	3564,6	621,1	3513,1	434,4	8,8%	-30,1%	-23,9%

- De 2011 à juin 2013, une baisse qui a exclusivement concerné les non-permanents: -137 ETP
- La création de l'entreprise unique, la régulation (prises de CP optimisée, etc...), les programmes d'économies, la structure de la grille, la productivité technique etc... ont bout à bout abouti à une réduction de la capacité de production théorique globale de 2,5%.
- Non remplacés, toutes choses égales par ailleurs (temps de travail, absentéisme, structure de grille...), les effectifs prévus dans le cadre du PDV, **abaisseraient la capacité de 4,8%**.

Avant et après relance : L'ensemble régional France 3, filière incluse, a perdu 6 % de sa force au travail (hors sous-traitance, interim et stagiaires)

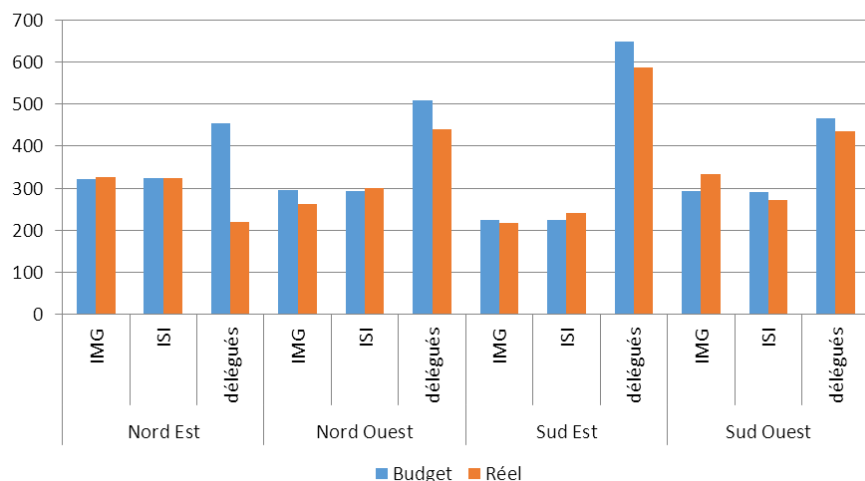
Permanents et non permanents des pôles et de la filière

	31/03/2011			30/06/2012			30/06/2013			2013/2011		
	PTA	J	PTA+J	PTA	J	PTA+J	PTA	J	PTA+J	PTA	J	PTA+J
Filière	587	0	587	611	0	611	565	0	565	-22	0	-22
Pôles	2 057	1 381	3 438	1966	1476	3442	1822	1407	3229	-235,1	26,3	-208,8
Total	2 644	1 381	4 025	2577	1476	4053	2387	1407	3794	-257,1	26,3	-230,8

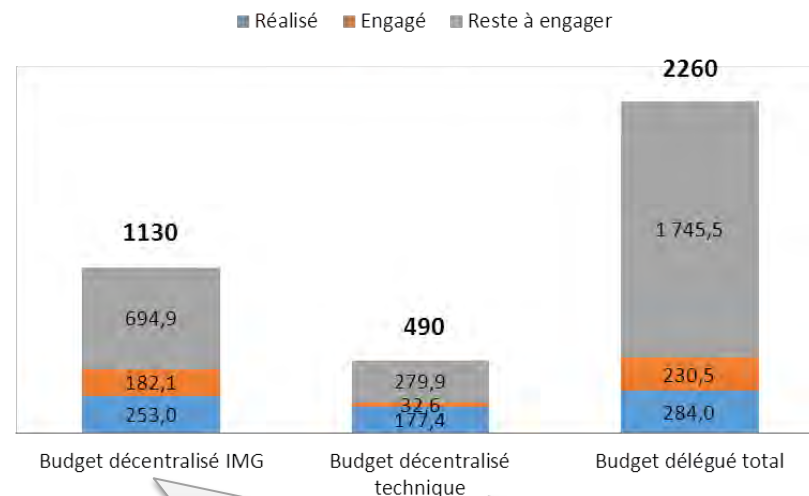
- Une entreprise qui par construction entre en tension car il n'y a pas eu de réduction d'activité courante équivalente
- Plus de 10% d'emplois PTA ont disparu en deux ans.
- L'explication par la meilleure régulation de la prise de congés est une partie de l'explication, l'autre est la mise sous tension de la structure par l'intensification du temps de travail.
- Les approches de productivité ont l'avantage de réduire le coût unitaire standard; en revanche, ils ne laissent pas de place pour du développement ou de l'initiative.

Juin 2013: Les investissements sont très en recul par rapport à juin 2012

Situation des investissements décentralisés/délegués à fin décembre 2012



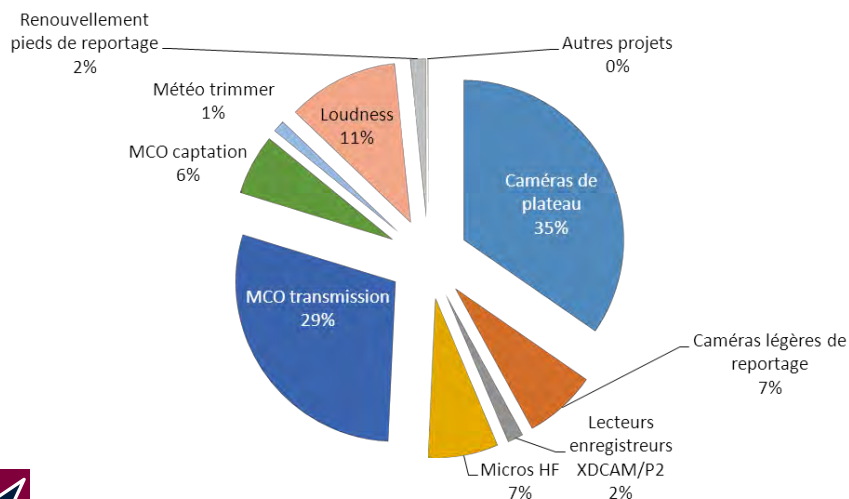
Investissements hors programmes 2013



Ce budget est de la responsabilité des directions de pôle. Il est destiné aux petits travaux et à l'achat de petits équipements (moins de 4K€). Ce budget concerne notamment l'aménagement de la zone départ équipes/Logistiques à Caen et des travaux de contrôle d'accès à l'immeuble de Toulouse.

Ces investissements portent principalement sur l'achat de petits matériels

Détail par projet des investissements délégués 2013



- Les investissements atteignent 1,2M€ en 2013 soit 30% du budget annuel et sont inférieurs de 60,5% à ceux constatés à fin juin 2012.

L'audience en baisse

Moyennes annuelles audience	TvSpect.				PdA		
	2010	2012	2012/2010	variation	2010	2012	2012/2010
<i>12/13 Régional</i>	1 185 000	1 187 000	2 000	0,2%	14,6	13,5	-1,1
<i>19/20 Régional</i>	3 162 000	3 053 000	-109 000	-3,4%	19,5	17,9	-1,6
<i>Soir 3 régional</i>	1 357 000	977 000	-380 000	-28,0%	8,8	6,8	-2
<i>DHDV</i>	153 000	100 000	-53 000	-34,6%	5	3,1	-1,9
<i>Voix est libre Sam 11h30</i>	490000	388 000	-102 000	-20,8%	7,3	5,4	-1,9
<i>SA-M</i>	663 000	504 000	-159 000	-24,0%	7	5	-2
<i>Dimanche matin 11h30</i>	666 000	504 000	-162 000	-24,3%	7,6	5,4	-2,2
<i>Enquêtes de régions</i>	NS	445 000	-175 000	-28,2%	5,3	4,3	-1
<i>13 h avec vous</i>	NS	NS					

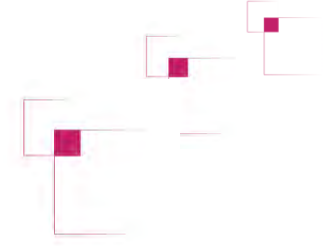
- ❑ En recul en PdA, les journaux régionaux reculent également en volume dans un paysage certes traversé par la profusion d'informations tous supports.
 - ❑ Mais le 12/13 enregistre même par endroits des progressions spectaculaires (Marseille).
 - ❑ Des points d'audience ont été gagnés à Lille pour le 19/20.
 - ❑ **Le Soir 3 connaît en revanche des baisses massives**, dans les grandes métropoles en particulier (Paris, Bordeaux, Marseille)
- ❑ Les formats éditoriaux des magazines trouvent plus ou moins leurs publics, par exemple L'LEVEL enregistre un bond important à Paris ou à Lyon mais décroche à Nice ou Montpellier. Sur deux ans le recul en volume est important;
 - Il existe une diversité de situations qui méritent de faire l'objet d'une capitalisation et une analyses précises, tant pour les raisons du déclin de certaines émissions que de la progression ou de la tenue d'autres
 - La synergie est un sujet complexe mais qui est une des façons pour les pôles de trouver des gains d'efficacité nouveaux au travers d'analyses précises des usages et des émissions qui fédèrent
- ❑ A noter que cette audience est brute de celles des autres expositions de l'antenne (pluzz...)

- **Les économies réalisées dans les pôles sont des adaptations budgétaires qui ne sont pas de réelles synergies,**
 - > via la régulation des prises congés, RTT etc...,
 - > la baisse du recours aux NP,
 - > le non remplacement systématique des départs à la retraite
 - > Les économies de frais généraux
 - > Le décalage des achats de programme et les commandes à la filière
 - > La recherche de productivité des coûts fixes (dont les personnels permanents)...

- **... le niveau des charges 2012 a été ramené au niveau de 2011, soit une baisse à Euros constants et par coût unitaire**
 - > Cette économie n'est pas gagnante si l'on observe la baisse des audiences très forte (en moyenne) pour les journaux comme partie magazines
 - > La relance interrompue des programmes régionaux repose la question de l'avenir des pôles qui perdent en audience donc en légitimité

- **Les outils de pilotage et de prise de décision restent à parfaire**
 - > Ces derniers devraient aboutir à distinguer la part des charges et des produits liés aux achats et réalisation des programmes, ces derniers pouvant prendre un caractère d'investissement pour l'année suivante

- **Au-delà, les antennes régionales ne peuvent continuer à exister sans projet et sans simplification organisationnelle**
 - > Nous pensons qu'un nouveau trend d'économies toucherait le cœur de l'activité
 - > Les synergies possibles sont attachées à une plus grande décentralisation des responsabilités
 - > L'organisation des recettes de plus en plus dépendante de l'état rend impossible la mise en projets



Les « adaptations » des pôles face aux contraintes budgétaires



Les réponses des pôles au système de contraintes sont communes

Une même analyse de leur latitude éditoriale

- Info sanctuarisée : **ok**.
- Crainte des décisions nationales sur les **horaires d'antenne** (suppression, ouverture)
- Objectif : sanctuarisation **programmes non-information**
- Seule véritable autonomie par pôle : **choix des priorités éditoriales**

Système de contraintes et d'aléas budgétaires

Mêmes ajustements sur le volume d'emplois

- **Rôle de la régulation**, rationalisation traitement congés, RTT, planification
- **Polyvalence** (montage locale, régies, etc..)
- **...et forfait-jour** (2500jours/pôle, +15 ETP)-
cout forfait-jour (700K€/pôle, -10 ETP)
- **Projet du PDV** (20 ETP/Pôle)

Un même périmètre d'économies : 30% du variable

- **Budget = 75% de fixe**, 25% de variable -2,5%/an de baisse * 3 ans, équivaut à - **30%** d'économie à faire sur variable
- **ETP non permanent** = principal variable
- 1 ETP non permanent supprimé = 9000€ de **frais de missions**
- **Autres économies** : **Gardiennage, nettoyage, documentation**
- **Achats** de programmes

De mêmes impacts sur l'activité

- **Réinternalisation d'activités** (tous pôles)
- Réduction **emploi** non-permanent (ajustement offre/demande emploi, non remplacement)
- Economies sur **fonctionnement courant**
- **Consommation** des moyens/*anticipation* des coupes budgétaires

...et les priorités stratégiques éditoriales divergentes

Pôle Nord-ouest

- Programme symbole : mensuelle vendredi soir
- A l'initiative des antennes, régulation du pôle
- Vise audiences ou terrain selon les antennes
- Cases horaires investies : stratégique, risquée
- Utilisation mutualisée des moyens, proximité, équipes complètes, économies moyennes
- Pilotage assez décentralisé
- Consommation des moyens attribués

Pôle Nord-est

- Programme symbole : matinale
- A l'initiative du pôle, régulation par les antennes
- Vise le public institutionnel (élus, associations) plutôt que l'audience
- Case horaire investie : non stratégique, peu risquée
- Utilisation optimale des moyens, proximité, polyvalence, petites équipes, fortes économies
- Pilotage stable, idem que les autres antennes,
- Anticipation des réductions de moyens

L'utilisation des marges de manœuvres des pôles

Pôle Sud-ouest

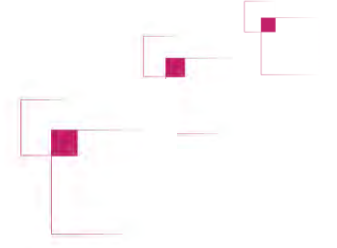
- Programme symbole : magazine du week-end et PAE
- A l'initiative du pôle, régulation par les antennes,
- Vise audience,
- Cases horaires investies : stratégique, risquée
- Utilisation mutualisée des moyens, équipes complètes, économie moyennes
- Pilotage centralisé, risque de sur-consommation partielle des moyens attribués

Pôle Sud-est

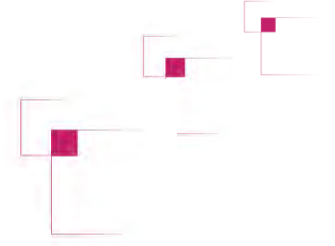
- Programme symbole: magazine du week-end, PAE et PAM
- A l'initiative du pôle, régulation par les antennes,
- Vise audience,
- Cases horaires investies : stratégique, risquée
- Utilisation mutualisée des moyens, équipes complètes, économie moyennes
- Consommation des moyens attribués

Questions autour de la répartition de la décision stratégique entre national et régional





Les données sociales de l'ensemble des pôles



1. Emploi: questions de méthode



La question du comptage des emplois pour la prise de décision

Comparatif au 30/06/2013 du bilan emploi FTV et du bilan emploi par pôle

Pôles	Permanents	Non permanents	Différence entre les documents	Par antenne	par filière	par RH/Fi	Observations
Pôle NO	0	0,8	0,8	0,4	0	0,4	Globalement juste
Pôle NE	8,3	6,1	14,4	9,4	6,3	-1,3	Différence de 1,25% (en plus dans doc FTV)
Pôle SE	2,4	0,2	2,6	3,4	-0,4	-0,4	Différence de 0,27% (en plus dans doc FTV)
pôle SO	1,4	8,5	9,9	7,8	2,1	0	Différence de 1,1% (en plus dans doc FTV)

Des écarts significatifs selon les pôles

Différence de 150 emplois en 1 mois ?

■ **Bilan de l'emploi physique permanent de FTV au 30/06/2013 : 8 694 permanents**

■ **Descriptif emploi physique permanent de FTV au 31/07/2013 (1 mois plus tard) selon document CCE PDV : 8 844**

> *Bilan d'emploi FTV au 30 juin 2013 présenté au CCE (8694 emplois physique permanent) et le PDV qui, un mois plus tard au 31/07/2013, point 3 du CCE du 15/10, ligne 240, chapitre "effectif au 31/07", 8844 permanents (4492PTA non cadres+1646 cadres + 2015 journalistes + 691 journ encadrants = 8844).*

Un comptage des emplois homogène est indispensable pour ajuster l'offre et la demande d'emploi.

N.B: Les effectifs inscrits dans le tableau ci-dessus correspondent à des ETP.

Nord-ouest : adéquation relative entre le document national et le document de pôle

Localisation des emplois	Effectif permanents en ETP moyens annuel doc FTV	Effectif permanents en ETP moyens annuel doc nord ouest	Diff permanents	Effectif non permanents en ETP moyens annuel doc FTV	Effectif non permanents en ETP moyens annuel doc nord ouest	Diff non permanents
Gouvernance	21,5	39,5	-18	17,3	7,9	9,4
bn	92,7	91,6	1,1	14,6	14,4	0,2
br	132,6	125,5	7,1	17,6	17,5	0,1
ce	110,2	110	0,2	14,2	14,2	0
hn	110,2	108,3	1,9	15,3	18,8	-3,5
idf	155,8	148,6	7,2	15,6	21,4	-5,8
pdl	106,4	105,8	0,6	8,8	8,8	0
ss total horfilière fin et rh	729,4	729,3	0,1	103,4	103	0,4
filière	36,5	36,5	0	11,3	11,3	0
ss total avec fil mais sans rh et fin	765,9	765,8	0,1	114,7	114,3	0,4
finance (ou finance +RH)	14,4	38,5	-24,1	2,5	2,1	0,4
RH	24		24			0
Total général	804,3	804,3	0	117,2	116,4	0,8

- Une légère différence finale sur **les ETP non permanents** mais avec des écarts importants sur la localisation des emplois. Cette différence semble concerner la « **gouvernance** » (+9,4) et **IDF (-5,8)** ..mais aussi **Haute Normandie (-3,5)**.

Nord-est : une importante différence entre le document national et le document de pôle

Localisation des emplois	Effectif permanents en ETP moyens annuel doc FTV	Effectif permanents en ETP moyens annuel doc NE	Diff permanents	Effectif non permanents en ETP moyens annuel doc FTV	Effectif non permanents en ETP moyens annuel docNE	Diff non permanents
Gouvernance	47,9	41,1	6,8	0	0	0
Pic	84,9	85,4	-0,5	16,7	17,2	-0,5
fc	90,1	91,3	-1,2	8,9	8,9	0
bo	113	111,5	1,5	10,5	10,5	0
npdc	145,1	144,8	0,3	12,6	12,5	0,1
lor	135	133,8	1,2	8,4	8,4	0
ca	90,3	89,7	0,6	17,4	17,4	0
al	140,3	139,4	0,9	25,6	25,4	0,2
ss total horfilière fin et rh	846,6	837	9,6	100,1	100,3	-0,2
filière	111,1	111,1	0	56,5	50,2	6,3
ss total avec fil mais sans rh et fin	957,7	948,1	9,6	156,6	150,5	6,1
finance (ou finace +RH)	14,1	41,8	-27,7	1,1	4,1	-3
RH	26,4		26,4	3		3
Total général	998,2	989,9	8,3	160,7	154,6	6,1

- La différence finale de plus de 14 ETP se répartit entre **ETP permanents (+8,3)** et **non permanents (+6,1)**. Pour les permanents, le problème semble principalement provenir de la localisation des emplois « **gouvernance** » (**+6,8**). Pour les non permanents c'est **dans la filière** que le comptage pose problème (**+6,3**).

Sud-est : une différence sensible entre le document national et le document de pôle

Localisation des emplois	Effectif permanents en ETP moyens annuel doc FTV	Effectif permanents en ETP moyens annuel doc SE	Diff permanents	Effectif non permanents en ETP moyens annuel doc FTV	Effectif non permanents en ETP moyens annuel doc SE	Diff non permanents
Gouvernance	16,5	15	1,5	5,4	0	5,4
Alpes	81,8	82,2	-0,4	18,4	18,4	0
Auvergne	82,8	83,2	-0,4	14,4	14,4	0
Côte d'Azur	90,4	90,2	0,2	17	17	0
Pro Alpes	150,5	149	1,5	19,7	25,1	-5,4
Rhone Alpes	141,7	140,7	1	20,7	20,7	0
ss total horfilière fin et rh	563,7	560,3	3,4	95,6	95,6	0
Fil marseille	71,4	144,8	-73,4	78,9	117,5	-38,6
Fil lyon	72,9		72,9	38,7		38,7
ss total avec fil mais sans rh et fin	708	705,1	2,9	213,2	213,1	0,1
finance (ou finance +RH)	10,4	32,5	-22,1	1,3	3,2	-1,9
RH	21,6		21,6	2		2
Total général	740	737,6	2,4	216,5	216,3	0,2

- La différence finale de près de 2,6 ETP se situe principalement dans le décompte des ETP permanents. On notera principalement la différence sur la localisation des emplois « **gouvernance** » **+1,5 ETP**, ainsi qu'en **Provence Alpes (+1,5 ETP)**. Il semble que les emplois « gouvernance » soient situés dans cette antenne et que c'est ce décompte qui serait inexact.

Sud-ouest : une légère différence entre le document national et le document de pôle

Localisation des emplois	Effectif permanents en ETP moyens annuel doc FTV	Effectif permanents en ETP moyens annuel doc SO	Diff permanents	Effectif non permanents en ETP moyens annuel doc FTV	Effectif non permanents en ETP moyens annuel docSO	Diff non permanents
Gouvernance	16	16	0	9,9	9,4	0,5
Aq	172,4	171,3	1,1	14,1	13,2	0,9
LR	123,4	123,3	0,1	11,4	10,8	0,6
LI	122	122	0	13,9	12,9	1
MP	154,3	153,3	1	28	26,5	1,5
PC	99,7	99,5	0,2	13,2	12,3	0,9
ss total horsfilière fin et rh	687,8	685,4	2,4	90,5	85,1	5,4
Fil bordeaux	26,4	27,4	-1	17,1	14,7	2,4
Fil Toulouse	33,2	33,2	0	11,3	10,6	0,7
ss total avec fil mais sans rh et fin	747,4	746	1,4	118,9	110,4	8,5
finance (ou finance +RH)	12,4	37,6	-25,2	1,4	2,1	-0,7
RH	25,2		25,2	0,7		0,7
Total général	785	783,6	1,4	121	112,5	8,5

- La différence finale de près de 10 ETP (9,9) se situe principalement dans le décompte **des ETP non-permanents de la filière (+ 8,5)**. On notera également la différence d'1 poste en Aquitaine et en Midi Pyrénées.

Le mode de comptage des emplois rend le pilotage difficile

Des données mal définies

- ... les données produites permettent difficilement d'évaluer l'offre réelle d'emploi, et donc d'en apprécier la diminution
- ... les modalités de comptage sont non précisés dans la plupart des documents (combien de jours pour un ETP non permanent ?)
- ... la donnée ETP Travaillé (ETPT) est inusitée (maladie par ex)
- L'entreprise n'a pas de réponse unique à ces questions

Des données non concordantes

- Au sein des pôles rapprochement possible entre bilan social et bilan de l'emploi...
- ...mais non concordance entre bilan de l'emploi national et bilan de l'emploi des pôles
- Non concordance entre bilan de l'emploi national et d'autres documents (projet PDV notamment)

Une information floue concernant l'avenir des postes vacants

- La décision concernant l'occupation ou la suppression des postes vacants n'est pas précisément définie

Un retard d'anticipation

- Les conséquences d'évènements touchant les effectifs ne font l'objet que de simulations partielles :
- Forfait jour : combien de jours de travail supplémentaires par pôle ? Pour quel utilisation ?
- Projet PDV : quelle organisation et conséquences pour la charge de travail ?

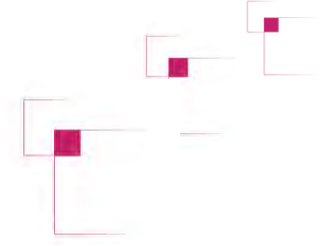
Les modalités de comptage ne permettent d'évaluer correctement la force au travail. Dans ce cadre la procédure « gel » de postes doit être re-questionnée

Les économies, les litiges et les conséquences des accords devraient être mesurés

Arrêter le calcul à la seule masse salariale déclenche d'autres interrogations

De nombreuses mesures dont les effets ultérieurs sont peu anticipés...ou non communiqués

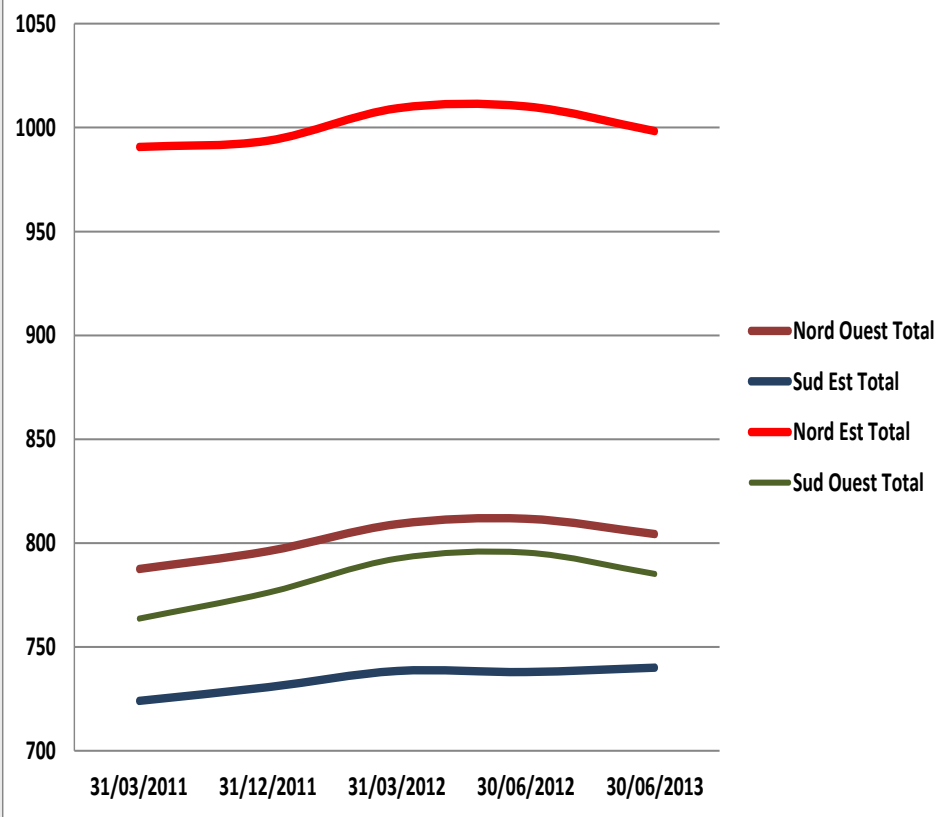
- Stratégie ultérieure sur l'emploi non permanent ? Poursuite de la diminution ? Jusqu'à quel niveau ?
- Nombre de contentieux provisionnés ie évaluation du risque total ? localisation des provisions ? 200 à 300 k€ par contentieux ? 300 contentieux annuels ? Coût total ?
- Gestion des postes vacants : nombre de postes ? En recrutement ? En remplacement ? En réflexion ? En suppression ?
- Projections sur la situation à venir de l'emploi ? Quels ajustements organisationnels suite au projet de la réduction d'emplois par suppression des non permanents ou dans le projet PDV ? Quelle est l'organisation cible, l'évaluation des besoins futurs, métiers et compétences stratégiques?
- Impact réel du forfait jour sur les autres emplois : évaluation imprécise, dans les pôles de 2000 à 2300 jours par pôle ?
- Forfait jour : une commodité de planification qui se traduira par une augmentation de masse salariale fixe de 700 K€ par pôle...



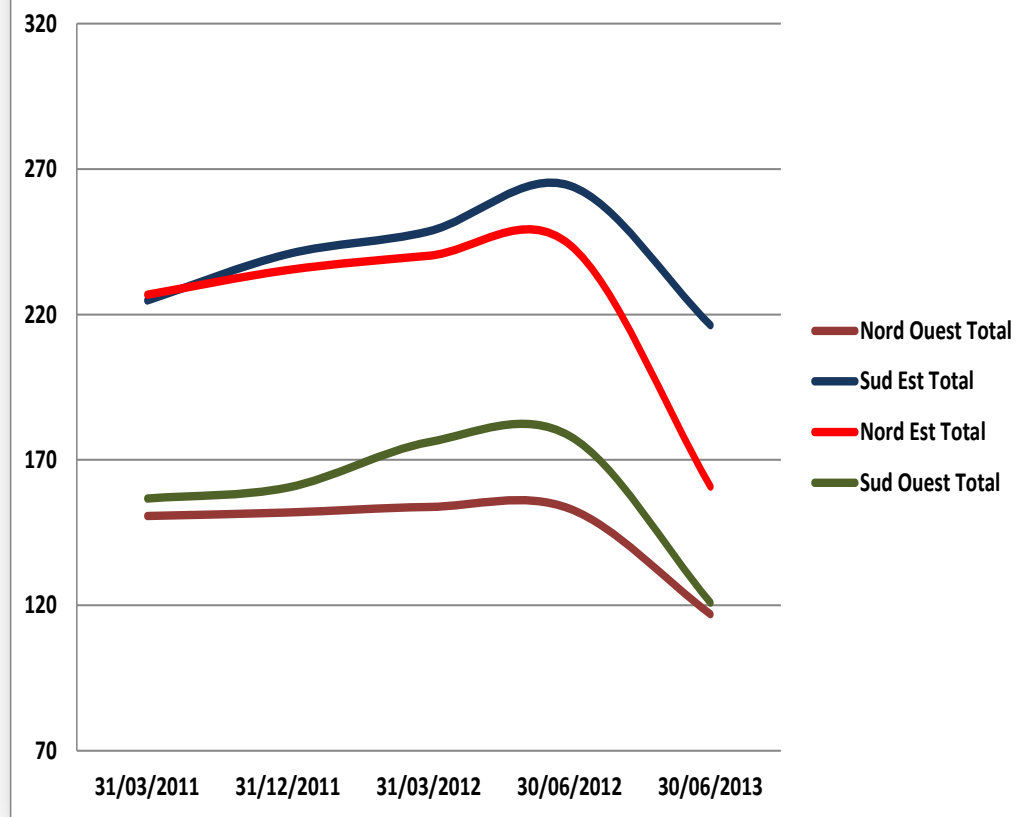
2. Emploi : les non-permanents, principale variable d'ajustement

L'évolution du nombre d'ETP est directement relié aux choix éditoriaux et économiques : relance puis freinage

Evolution du nombre de permanents



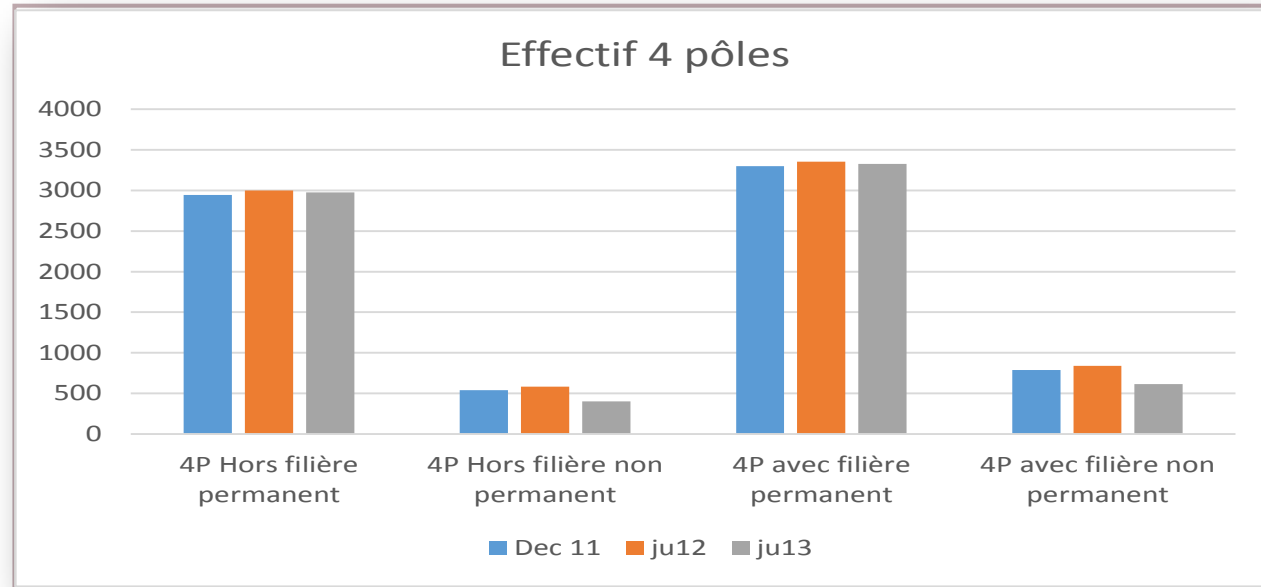
Evolution du nombre de non permanents



La spectaculaire diminution de l'emploi non permanent de juin 2012 à juin 2013 est liée à la baisse d'activité, mais aussi à l'effet de la régulation et aux conséquences des annonces de gel de la dotation. L'emploi permanent ne s'adapte pas aussi vite. Les conséquences de tels soubresauts sur l'organisation du travail, la répartition des charges de travail, la productivité, ou la situation des salariés précaires réduit les marges de manœuvre et les ambitions.

L'emploi non permanent en ETP moyen annuel a diminué de 18 à 35% selon les pôles entre juin 2012 et juin 2013 (en moyenne 27%) et de moins de 1% dans l'emploi permanent

Une diminution brutale du nombre de non permanents



Cette évolution des moyens humains positionne le niveau de l'emploi à un montant inférieur à celui de 2011

Emploi sur les 4 pôles (données bilan emploi FTV)					
	Dec 11	ju12	ju13	diff1312	diff1311
4P Hors filière permanent	2945,6	2998,8	2975,3	-23,5	29,7
4P Hors filière non permanent	542,4	584,5	401,2	-183,3	-141,2
Total emploi 4P hors filière	3488	3583,3	3376,5	-206,8	-111,5
4P avec filière permanent	3296,5	3355,2	3327,7	-27,5	31,2
4P avec filière non permanent	788,5	839,7	614,9	-224,8	-173,6
Total emploi 4P	4085	4194,9	3942,6	-252,3	-142,4

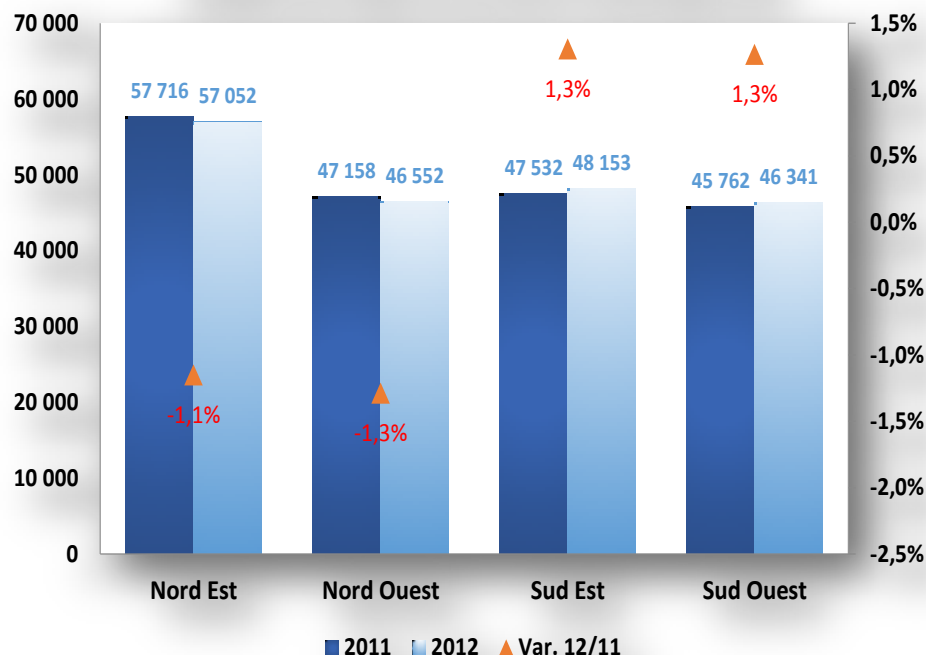
De juin 2012 à juin 2013, les pôles ont supprimé 52% des emplois NP (224,8 sur 434,1) et 41% des emplois permanents (27 sur 66) de FTV (les pôles représentent 39% des ETP moyens annuels de FTV)

Masse salariale 2012 : les séquelles de la relance des programmes marque la masse salariale de façon différente selon les pôles

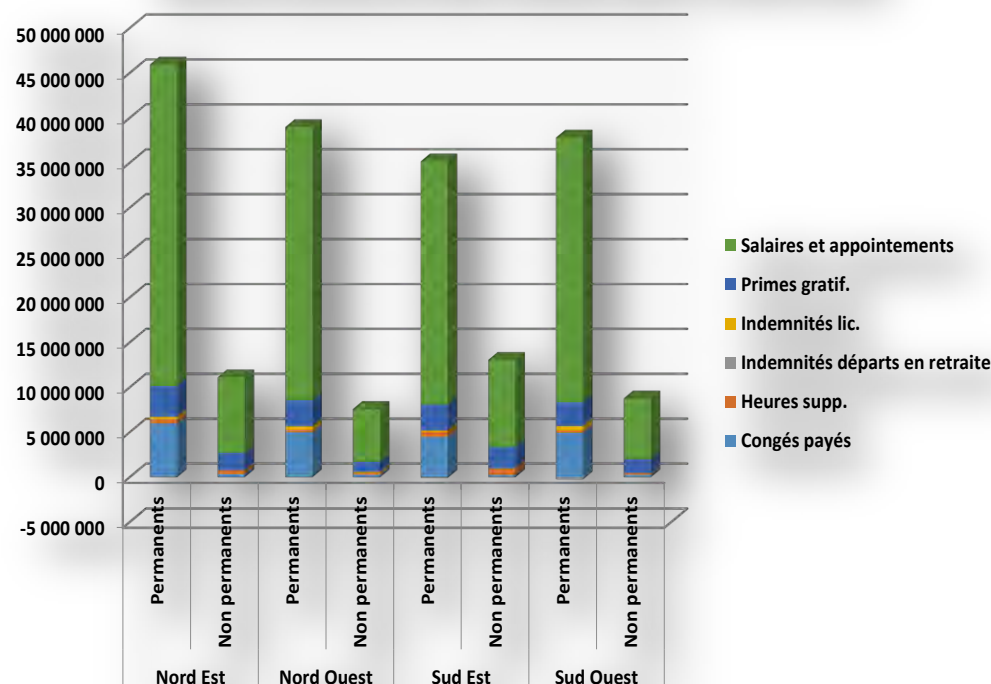
Deux pôles voient leur masse salariale totale diminuer, deux autres augmenter

Maintien d'un fort niveau de NP dans les pôles sud-ouest et sud-est

Evolution des charges de personnel en K€ (comptes 641)



Dépenses de personnels (hors taxes) par pôle et contrat en 2012



- ➔ C'est la date « point de départ » marquant la fin de la relance qui fait la différence entre les pôles.
- ➔ La masse salariale est directement impactée par les choix éditoriaux
- ➔ Les pôles qui ont « tenu » plus longtemps la relance régionale ont des frais de personnel en hausse

Sur 2012, les deux parties de l'année (relance régionale et arrêt plus ou moins précipité) génèrent des résultats contrastés selon les pôles

Pôles	2012	2011	Evolution 2011/2012	Différence en montant	Solde Permanent/non permanent
Nord Est, permanents	35 793 578	34 270 614	4,44%	1 522 964	
non-permanents	8 419 156	9 159 466	-8,08%	-740 310	782 654
Nord Ouest permanents	30 413 021	29 164 995	4,28%	1 248 026	
non-permanents	5 894 055	6 360 022	-7,33%	-465 967	782 059
Sud Est permanents	26 063 515	24 429 230	3,92%	1 634 285	
non-permanents	9 694 871	9 218 229	5,20%	476 642	2 110 927
Sud Ouest permanents	29 481 365	28 358 036	3,96%	1 123 329	
non-permanents	6 753 875	6 550 394	3,11%	203 481	1 326 810

■ Salaires et traitements hors variables (primes, CP, HS, indemnités)

Nord Est

- Augmentation sensible de la MS permanente (+12,5 postes au BS)
- Forte diminution de la MS non permanente (-23,5 postes au BS)

Nord Ouest

- Augmentation sensible de la MS permanente (+14,7 postes au BS)
- Forte diminution de la MS non permanente (-15,5 postes au BS)

Sud Est

- Une augmentation modérée de la MS permanente (+9,3 postes + GVT)
- Une augmentation sensible de la MS non permanente alors que les ETP au BS diminuent permanents (-2,6 postes)
- Un solde assez défavorable

Sud Ouest

- Augmentation modérée de la MS permanente (+17 postes +GVT)
- La MS non permanente augmente, alors que les ETP au BS diminuent de -5,6 postes
- A lier au volontarisme éditorial sur 13h?

En 2012 la relance régionale a généré un léger renforcement des équipes permanentes, qui ajouté au GVT, provoque une augmentation très sensible de la MS permanente (~4%). Seuls les pôles ayant stoppé plus rapidement la relance régionale limitent, par une baisse drastique de l'emploi NP, une trop forte hausse

Sources: salaires et traitements tirés des balances des pôles et données effectifs tirées des bilans sociaux des pôles



L'analyse des résultats du pôle Nord Est

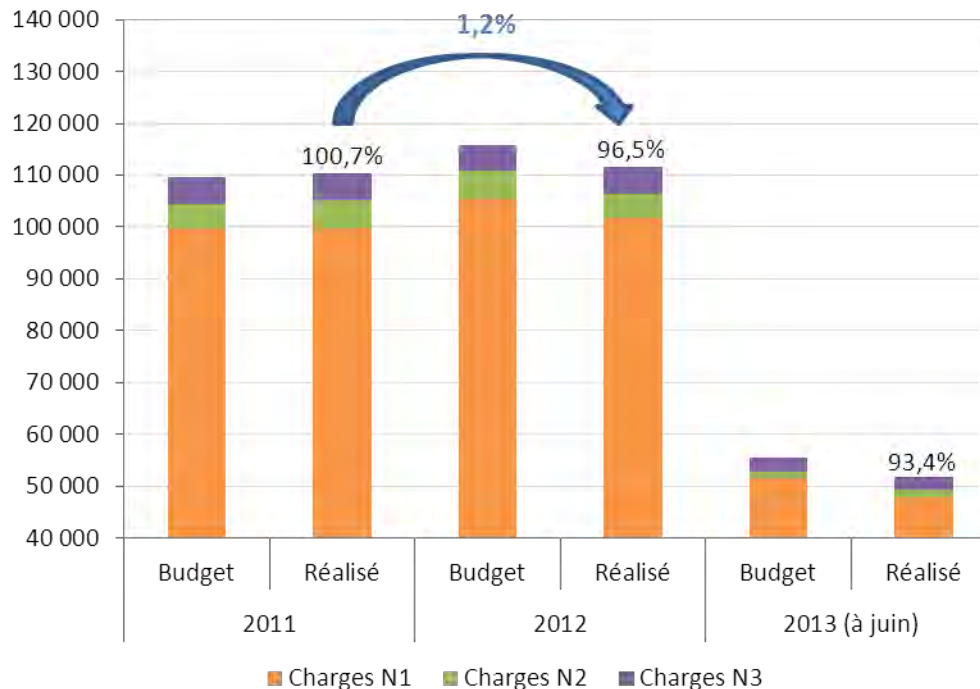


Compte de résultat du pôle Nord Est

	R 2011	R 2012	B 2013	B ajusté 2013	R juin 2013	Var. B 2013/ R 2012	Budget 2013/ Réel 2012	Var. B ajusté 2013/ Réel 2013	Budget ajusté 2013/ Réel 2013
Recettes publicitaires, Publicité, Parrainage	-5 234	-3 614	-3 631	-1 661	-1 661	0,5%	-17	0,0%	0
Recettes affectées	-64	-275	-154	0	0	-44,0%	121	nc	0
Autres recettes externes	-1 234	-1 649	-2 082	-446	-463	26,3%	-433	3,8%	-17
Total Chiffre d'affaires	-6 532	-5 538	-5 867	-2 106	-2 123	5,9%	-329	0,8%	-17
Production immobilisée programmes	-3 882	-3 652	-3 990	-1 353	-483	9,3%	-338	-64,3%	870
Autres produits d'exploitation	-124	-108	-23	-12	-68	-78,7%	85	x 5,9	-56
Recettes nettes	-10 538	-9 298	-9 880	-3 471	-2 674	6,3%	-582	-23,0%	797
Recettes intra-groupe	-2 356	-1 999	-1 700	-862	-853	-15,0%	299	-0,9%	8
Total recettes d'exploitation	-12 894	-11 297	-11 580	-4 332	-3 527	2,5%	-283	-18,6%	805
Prélèvements									
Commission de régie	962	670	670	298	298	0,0%	0	0,0%	0
Recettes nettes de prélèvements	-11 932	-10 627	-10 910	-4 034	-3 229	2,7%	-283	-20,0%	805
Personnel permanent	55 573	57 560	62 428	32 240	29 823	8,5%	4 868	-7,5%	-2 417
Personnel non permanent	12 158	10 020	6 497	3 274	3 868	-35,2%	-3 523	18,1%	593
Taxes sur rémunérations	1 019	2 456	2 491	1 246	1 192	1,4%	35	-4,4%	-54
Autres charges de personnel	1 125	1 733	1 818	910	870	4,9%	85	-4,4%	-40
Total charges de personnel	69 875	71 769	73 234	37 670	35 753	2,0%	1 465	-5,1%	-1 918
Charges hors personnel									
Achats de programmes et droits de diffusior	2 980	3 780	3 990	761	547	5,6%	210	-28,1%	-214
Frais de programmes et de production et d	2 500	1 878	2 453	1 341	671	30,6%	575	-49,9%	-670
Achats hors programmes	2 347	2 303	2 261	1 131	1 068	-1,8%	-42	-5,6%	-63
Charges de niveau 1	5 719	5 511	5 516	2 435	2 435	0,1%	5	0,0%	0
Amortissements hors programmes	-247	486	0	0	98	-100,0%	-486	nc	98
Dotations et reprises de provisions hors pro	1 937	1 968	2 009	1 027	1 049	2,1%	41	2,1%	22
Coûts de transmissions et diffusion	4 254	3 665	3 922	2 153	1 510	7,0%	257	-29,9%	-644
Frais de missions et transports	1 614	2 876	3 033	1 521	1 374	5,5%	157	-9,7%	-148
Loyers et charges locatives immobilières et	1 854	2 188	2 026	1 013	914	-7,4%	-162	-9,8%	-99
Entretien et maintenance - Prestation exte	187	381	126	63	22	-66,9%	-255	-65,6%	-41
Communication, promotion et publicité	5 935	4 423	4 594	2 301	2 201	3,9%	171	-4,3%	-100
Services extérieurs, impôts et taxes	841	531	160	80	217	-69,9%	-371	x 2,7	136
Personnel extérieur à l'entreprise, personne									
Total charges hors personnel	29 921	29 990	30 090	13 826	12 104	0,3%	100	-12,5%	-1 722
Total charges N1	99 796	101 759	103 324	51 496	47 857	1,5%	1 565	-7,1%	-3 640
Charges de niveau 2									
Facturation interne, prestations intracos, pe	4 825	3 982	3 547	953	1 056	-10,9%	-435	10,8%	103
prestations internes niveau 2	673	742	910	447	322	22,6%	168	-28,0%	-125
Total charges N2	5 498	4 724	4 457	1 400	1 378	-5,7%	-267	-1,6%	-22
Charges de niveau 3									
Informatique interne, prestations, maintena	1 690	1 734	1 769	983	983	2,0%	35	0,0%	0
Charges de reventilation de fonctions suppr	3 321	3 271	3 264	1 632	1 638	-0,2%	-7	0,4%	6
Réaffectation de coûts		193				-100,0%	-193	nc	0
Total charges 3	5 011	5 198	5 033	2 615	2 621	-3,2%	-165	0,2%	6
Total charges d'exploitation	110 305	111 681	112 814	55 511	51 856	1,0%	1 133	-6,6%	-3 655
Total solde d'exploitation	98 373	101 054	101 904	51 477	48 627	0,8%	850	-5,5%	-2850,3

Un réalisé des dépenses de niveau 1 toujours inférieur au budget

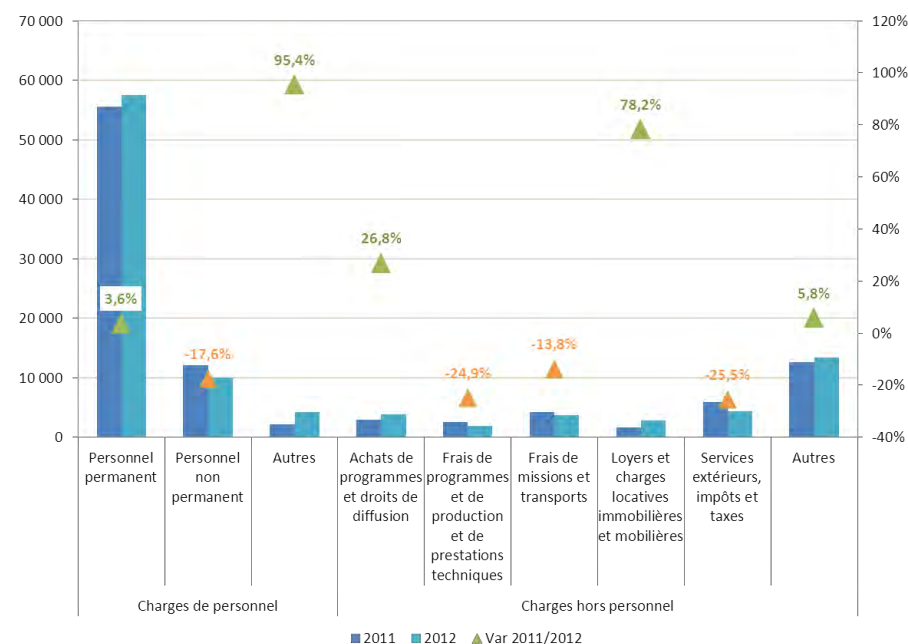
- La relance des programmes a impacté le dernier trimestre 2011, mais aussi la première partie de l'année 2012. La Direction a fait le choix d'arrêter certains programmes liés à la relance afin de ne pas atteindre un montant trop élevé.
- Ainsi, **en 2012**, la somme des trois niveaux de charges est supérieure de seulement 1,2% à celle de l'année 2011, alors que le budget prévoyait une progression de ces dépenses de 4,9%. **Le pôle en 2012 n'a consommé que 96,5% de son budget.**
 - > Contrairement aux autres pôles, le pôle Nord Est a fait le choix de freiner les dépenses dès 2012. En effet, le budget 2012 affichait un montant de charges N1 de 105M€ et de charges N2 de 5,4 M€. Le pôle a consommé respectivement 97% et 87% de son budget.



- A **mi-année 2013**, on note que la démarche est la même. En effet, le **budget n'a été consommé que pour 93,4%.**
- La maîtrise du budget ultra-rigoureuse sur les 6 premiers mois serait plus souple sur les 6 derniers mois de l'année pour arriver à un montant légèrement inférieur de celui budgété initialement

2012: Les dépenses de personnel supérieures de 1,9M€ au réel

	R 2011	R 2012	Var. R 2011/R 2012	Ecart R 2011/R2012
Personnel permanent	55 573	57 560	4%	1 987
Personnel non permanent	12 158	10 020	-18%	-2138
Taxes sur rémunérations	1 019	2 456	141%	1437
Autres charges de personnel	1 125	1 733	54%	608
Total charges de personnel	69 875	71 769	3%	1894
Charges hors personnel				
Achats de programmes et droits de diffusion	2 980	3 780	27%	800
Frais de programmes et de production et de prestations techniques	2 500	1 878	-25%	-622
Achats hors programmes	2 347	2 303	-2%	-44
Amortissements hors programmes	5 719	5 511	-4%	-208
Dotations et reprises de provisions hors programmes	-247	486	-297%	733
Coûts de transmissions et diffusion	1 937	1 968	2%	31
Frais de missions et transports	4 254	3 665	-14%	-589
Loyers et charges locatives immobilières et mobilières	1 614	2 876	78%	1262
Entretien et maintenance - Prestations externes	1 854	2 188	18%	334
Communication, promotion et publicité	187	381	104%	194
Services extérieurs, impôts et taxes	5 935	4 423	-25%	-1512
Personnel extérieur à l'entreprise, personnels intérimaires	841	531	-37%	-310
Total charges hors personnel	29 921	29 990	0%	69
Total charges N1	99 796	101 759	2%	1963



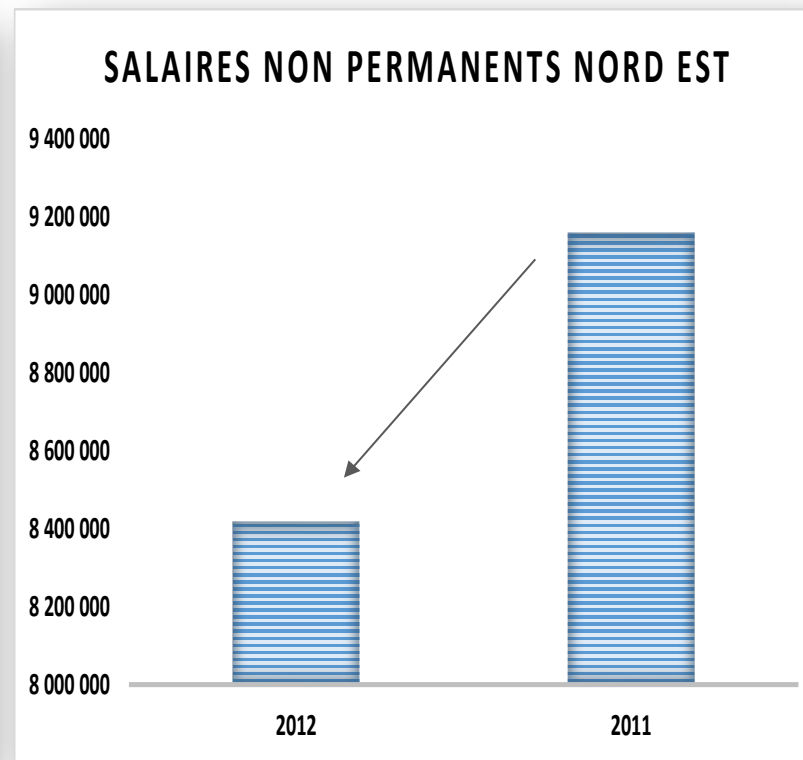
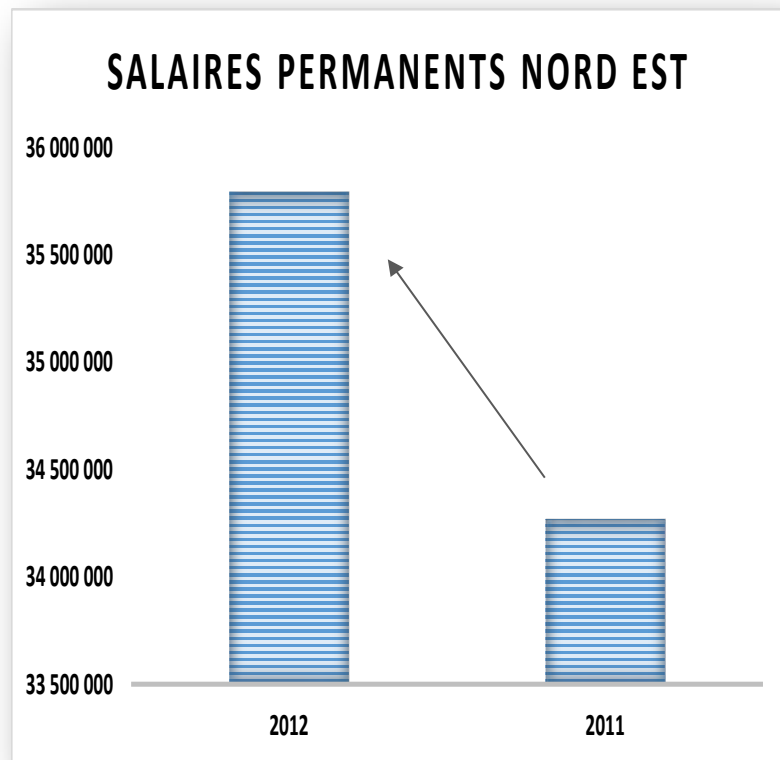
- Si entre 2012 et 2011, **les charges de personnel permanent ont progressé de près de 2 M€**, en parallèle un **ajustement a eu lieu sur le personnel non permanent**. En effet, ce poste affiche un **recul de plus de 2,1M€**. Sinon on note les évolutions suivantes :
 - > Le pôle Nord Est a très vite arrêté la relance des programmes qui recourait à de nombreux non permanents.
 - > Les taxes sur rémunération précédemment comptabilisées en central sont depuis 2012 imputées au pôle dans le cadre de l'harmonisation des pratiques de gestion.
 - > Certains postes n'ont pas été remplacés.

- **Les charges hors personnel ont, quant à elles, été quasi identiques à l'année précédente.**
 - > Les achats de programmes et droits de diffusion ont progressé de près d'un tiers
 - > Mais, les frais de programmes et de production et de prestations techniques ont diminué d'un quart.
 - > Ceux liés aux missions et transports ont reculé de près de 600 K€ (-14%). Cette diminution est à mettre en lien avec la baisse du recours aux non permanents.
 - > Les loyers et charges locatives ont presque doublé en l'espace d'un an, de même que la communication, promotion et publicité. L'entretien et la maintenance ont aussi progressé de plus de 300 K€
 - > Les services extérieurs, impôts et taxes ont reculé d'un quart en 2012, permettant ainsi de faire une économie de l'ordre de 1,5M€.

L'arrêt assez rapide de la relance régionale a limité l'augmentation de la MS*

Permanents +4,4% (1,52M€)

Non permanents -8,1% (-0,74M€)

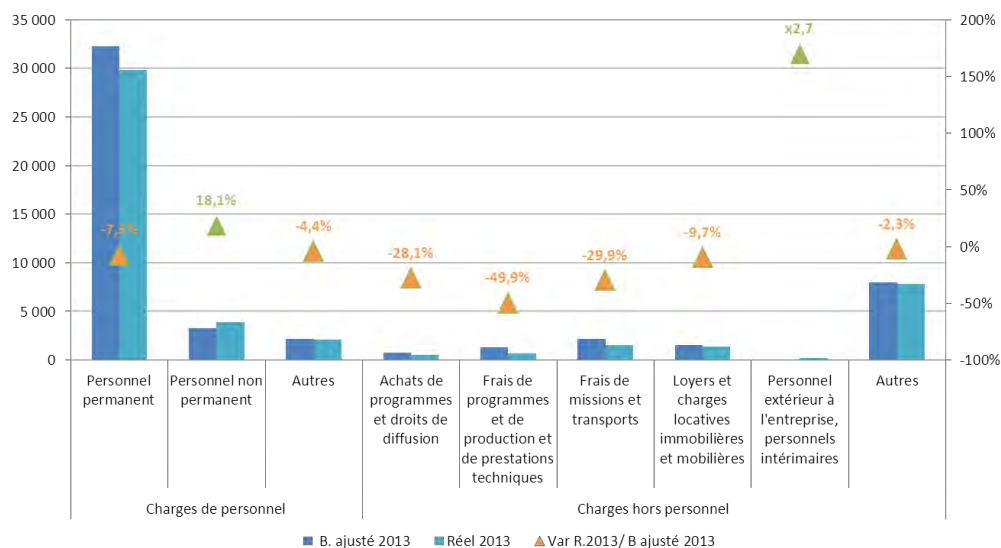


→ L'évolution à la baisse de l'emploi non-permanent ne compense pas à elle seule l'évolution de la MS fixe : + 0,78M€

*Salaires et traitements hors variables (primes, CP, HS, indemnités)

2013: Une marge de manœuvre a été créée à partir d'économies sur le personnel permanent

	R 2012	B 2013	B ajusté		Var. B 2013/ R 2012	Budget	Var. B	Budget
			2013	R juin 2013		Réel 2012	ajusté 2013/ Réel 2013	ajusté 2013/ Réel 2013
Personnel permanent	57 560	62 428	32 240	29 823	8,5%	4868	-7,5%	-2417,1
Personnel non permanent	10 020	6 497	3 274	3 868	-35,2%	-3523	18,1%	593,4
Taxes sur rémunérations	2 456	2 491	1 246	1 192	1,4%	35	-4,4%	-54,3
Autres charges de personnel	1 733	1 818	910	870	4,9%	85	-4,4%	-39,6
Total charges de personnel	71 769	73 234	37 670	35 753	2,0%	1465	-5,1%	-1917,6
Charges hors personnel								
Achats de programmes et droits de diffusion	3 780	3 990	761	547	5,6%	210	-28,1%	-213,8
Frais de programmes et de production et de prestations techniques	1 878	2 453	1 341	671	30,6%	575	-49,9%	-669,6
Achats hors programmes	2 303	2 261	1 131	1 068	-1,8%	-42	-5,6%	-63,2
Charges de niveau 1 Amortissements hors programmes	5 511	5 516	2 435	2 435	0,1%	5	0,0%	0
Dotations et reprises de provisions hors programmes	486	0	0	98	-100,0%	-486	nc	97,6
Coûts de transmissions et diffusion	1 968	2 009	1 027	1 049	2,1%	41	2,1%	21,7
Frais de missions et transports	3 665	3 922	2 153	1 510	7,0%	257	-29,9%	-643,6
Loyers et charges locatives immobilières et mobilières	2 876	3 033	1 521	1 374	5,5%	157	-9,7%	-147,5
Entretien et maintenance - Prestations externes	2 188	2 026	1 013	914	-7,4%	-162	-9,8%	-98,8
Communication, promotion et publicité	381	126	63	22	-66,9%	-255	-65,6%	-41,3
Services extérieurs, impôts et taxes	4 423	4 594	2 301	2 201	3,9%	171	-4,3%	-99,8
Personnel extérieur à l'entreprise, personnels intérimaires	531	160	80	217	-69,9%	-371	x 2,7	136,4
Total charges hors personnel	29 990	30 090	13 826	12 104	0,3%	100	-12,5%	-1721,9
Total charges N1	101 759	103 324	51 496	47 857	1,5%	1565	-7,1%	-3639,5



■ A fin juin,

> Les charges de personnel sont inférieures de 2,1M€ au budget:

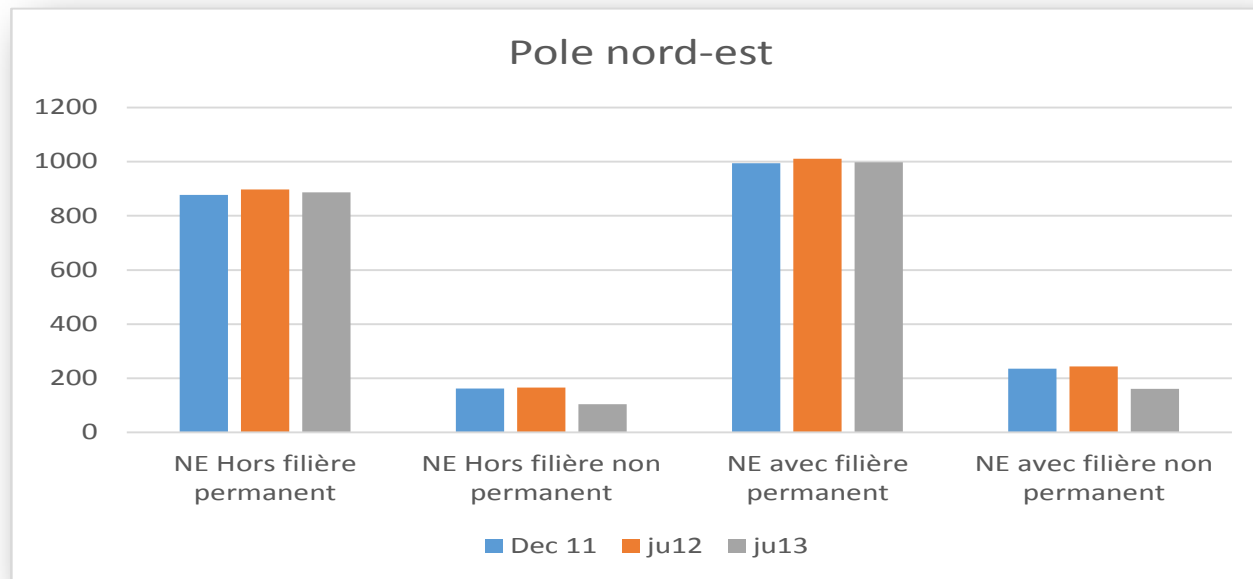
- 2,4M€ de moins pour les charges de personnel permanent du fait des postes vacants non remplacés, d'une variation de congés favorable au pôle
- 600K€ de plus pour les charges de personnel non permanent, bien que les congés des permanents ne soient pas toujours remplacés.

> De plus, les charges hors personnel sont inférieures de 1,7M€ au budget.

- En effet, depuis septembre 2012, le pôle Nord Est a choisi de ré-internaliser ses programmes.
- De plus les frais de mission sont très en dessous du budget du fait d'un moindre recours aux non permanents.

■ Ainsi les charges de niveau 1 s'élèvent à 47,9M€ contre 51,5M€ prévus au budget. Seuls 92,9% du budget de niveau 1 a été dépensé au terme du 1^{er} semestre 2013.

Mais l'emploi non permanent en ETP moyen annuel a diminué de 34,5% entre juin 2012 et juin 2013

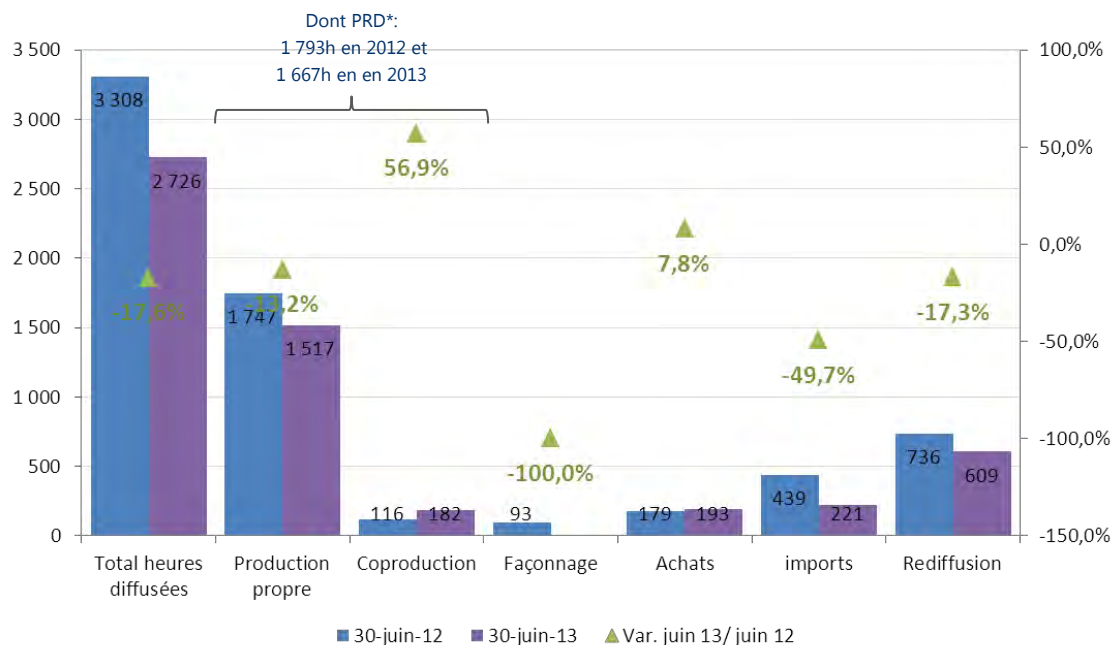


7,6% de l'emploi ETP total a disparu

Emploi pôle nord-est (données bilan emploi FTV)					
	31/12/2011	30/06/2012	30/06/2013	diff1312	diff1311
NE Hors filière permanent	877,7	896,7	887,2	-9,5	9,5
NE Hors filière non permanent	162,8	165,7	104,3	-61,4	-58,5
Total emploi SE hors filière	1040,5	1062,4	991,5	-70,9	-49
NE avec filière permanent	993,7	1010,2	998,3	-11,9	4,6
NE avec filière non permanent	235,3	244	160,8	-83,2	-74,5
Total emploi NE	1229	1254,2	1159,1	-95,1	-69,9

La diminution moyenne des emplois NP (-34,5%) est la plus forte dans le pôle nord-est (moyenne des pôles - 26,7%)

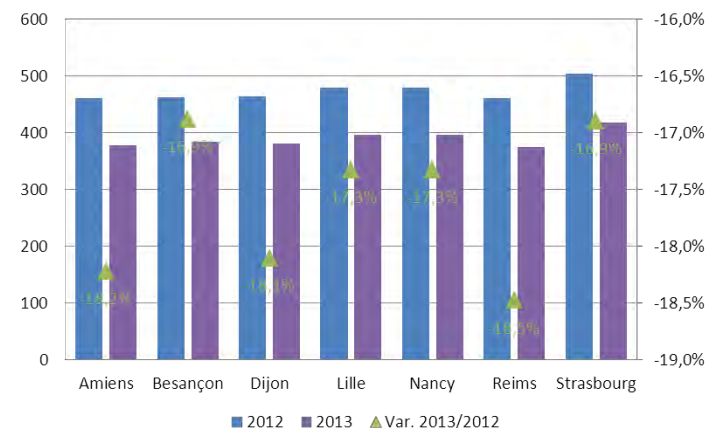
Evolution de la structure de grille en volume d'heures dans le pôle Nord Est



- Entre 2012 et 2013, le nombre d'heures de diffusion accordé par le national aux France 3 régions a reculé.

> Dans le pôle Nord Est, ce recul a eu lieu de manière quasi identique sur chacune des antennes.

Evolution des volumes de diffusion par antenne dans le pôle Nord Est



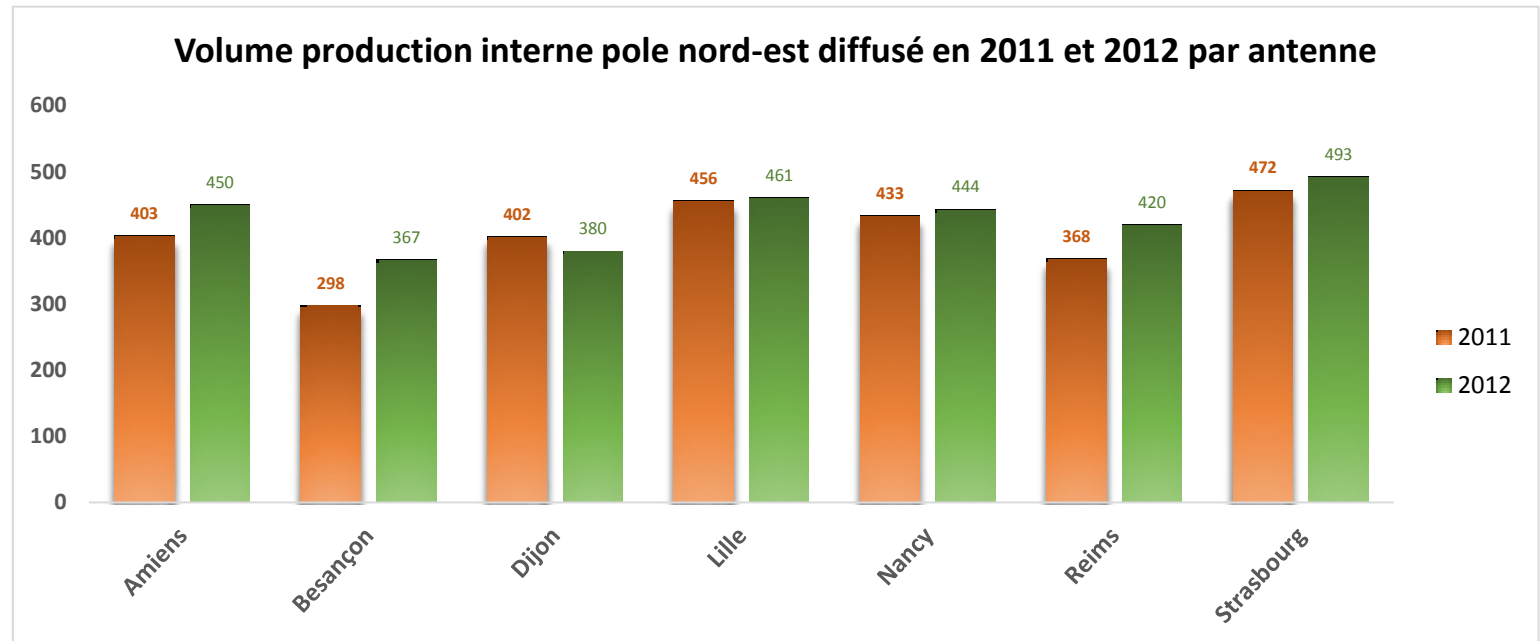
■ A juin 2013,

- > **Le nombre d'heures diffusé a reculé de 17,6%** (582h) pour atteindre un total de 2 726 heures. Si le pôle Nord Est a connu une **progression de la production propre** au regard du total, celle-ci n'est que **de 3 points contre une moyenne de 5 points pour l'ensemble des pôles**.
- > En parallèle, on observe une hausse de 57% du volume d'heures de coproduction et de 8% des achats, soit respectivement 7% et 8% de la part d'heures diffusées.
- > De plus, on note que les imports ont reculé de moitié.
- > Si en volume le nombre de rediffusions tend à diminuer, proportionnellement au nombre d'heures de diffusion, il reste stable.

*PRD: Production réalisée (production propre et coproduction) diffusée sur les 6 mois 2013

Nord Est 2011/2012 : Seul pôle qui enregistre une augmentation de la production interne (+181h, + 6%)

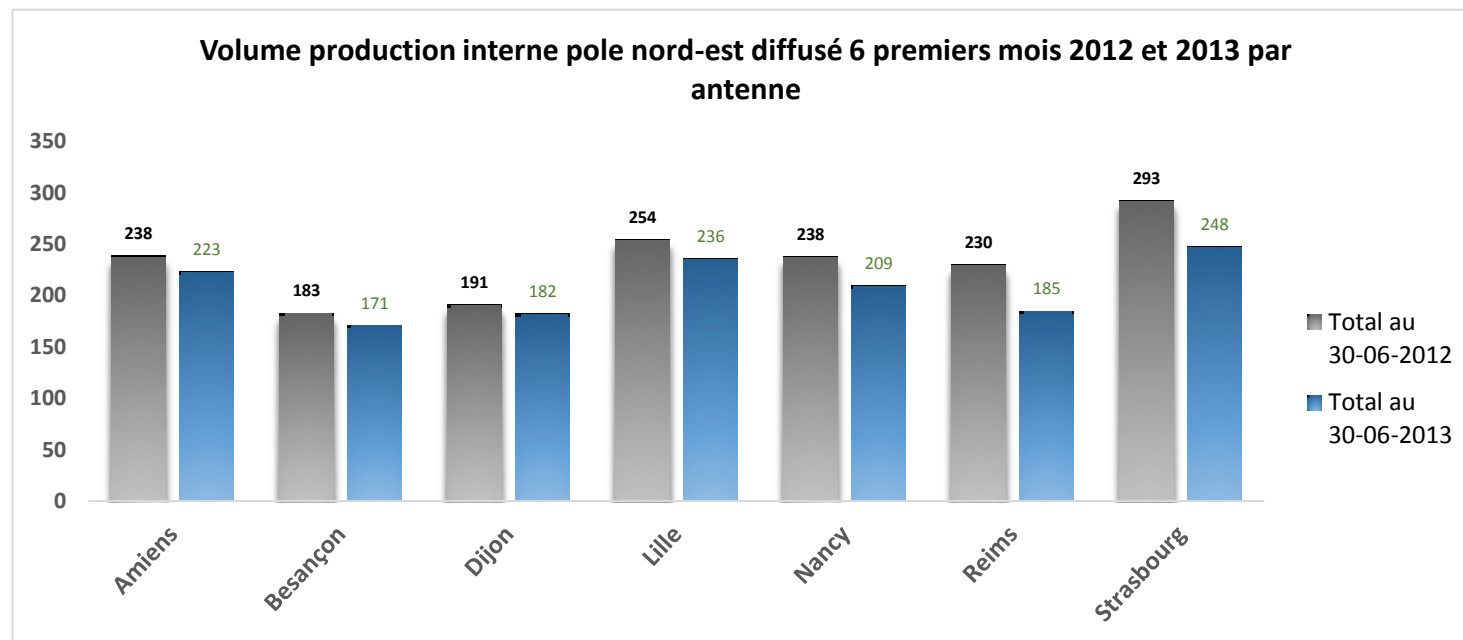
Amiens	11,7%
Besançon	23,1%
Dijon	-5,5%
Lille	1,0%
Nancy	2,4%
Reims	14,0%
Strasbourg	4,4%



- **Le ralentissement plus ou moins anticipé de la relance régionale (ex Dijon) peut expliquer que certaines antennes voient diminuer dès 2012 leur volume de production**
 - > mais il faudrait sur chacune des antennes entrer dans le détail pour expliquer les variations qui peuvent aussi être liées au type d'émission.
- **La mesure de l'activité est aussi importante que celle de l'emploi ou du budget...**
 - > Elle ne fait pourtant pas partie des critères d'évaluation systématiquement mis en avant (absence au COM, etc...)
- **...et F3 n'est pas équipé pour mesurer ses autres productions (hors TV)**
- **A noter : Via Stella dans le même temps a augmenté sa production de 36,4%**

Nord Est, 6 premiers mois 2012/2013 : Forte décélération de la production interne (-173h, -11,9%)

Amiens	-6,4%
Besançon	-6,5%
Dijon	-4,7%
Lille	-7,2%
Nancy	-12,0%
Reims	-19,6%
Strasbourg	-15,4%



- On voit clairement dans les premiers mois de 2013 l'arrêt de la relance régionale*.
- Les plans d'économies de l'entreprise, qui visent notamment une diminution de coûts salariaux (emploi non-permanent...) se traduisent par une diminution de l'activité.
- Baisse sur l'ensemble des antennes, mais au-dessus de la moyenne à Reims et Strasbourg.
- A noter : Via Stella dans le même temps a diminué sa production de 30,9%

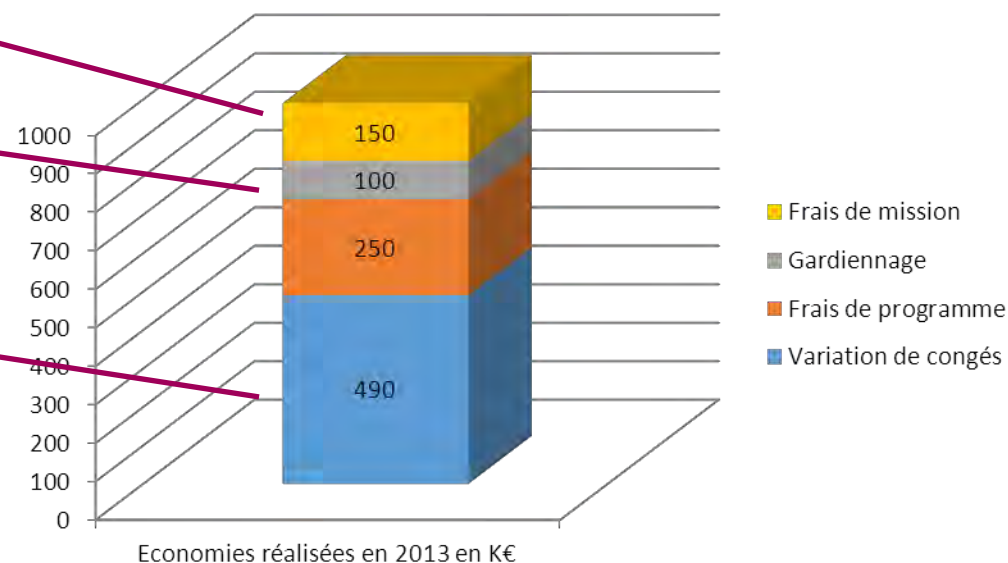
* hors productions locales : Bourgogne Franche Comté, Lorraine Champagne Ardennes, Nord Picardie, même tendance

Projection des économies en année pleine (2014)

Tous les pôles ont effectué des économies sur ce poste avec un moindre recours aux non permanents.

Chaque pôle revoit ses contrats de gardiennage et ceux-ci prendront effet en 2013-2014.

Chaque pôle tente de faire diminuer la variation de congés payés



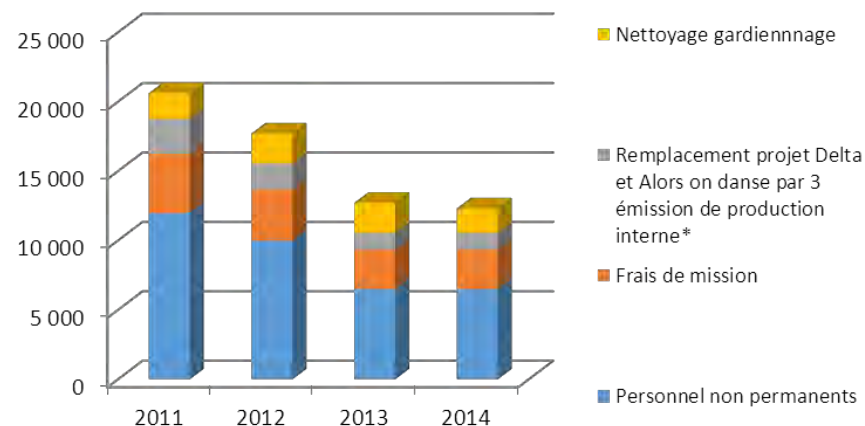
- En 2013 France Télévisions s'est engagée à faire 25 M€ d'économies. A ce titre **le pôle Nord Est a dû s'engager à son tour à réaliser 990K€ d'économies** dont :
 - > 490 K€ au budget sur la variation de congés payés
 - > 250 K€ les frais de programmes, notamment au travers de la réalisation d'émissions en interne d'une durée de 52 minutes au lieu de 26 précédemment.
 - > 100K€ d'économies sur les charges de gardiennage réalisées à partir de juillet 2013 du fait de la mise en place du nouveau contrat.
 - > Enfin, 150 K€ sur les frais de mission dans le cadre de nouvelles dispositions concernant les COCA qui doivent permettre au pôle de limiter les périodes de vacances de postes et donc de limiter les indemnités de déplacement des non permanents en attente de recrutement.
- A cela s'ajoute d'autres économies en cours :
 - > Le pôle a pour objectif de renégocier le contrat de nettoyage.
 - > une standardiste est en poste au lieu de 3 précédemment. Cela a entraîné une économie de 400 K€.

Des coûts de fonctionnement de l'activité prévus en net repli sur 4 ans

Montant approximatif des principaux postes après les économies réalisées et à venir.

	2011	2012	2013	2014
Personnel non permanents	12 000	10 000	6 500	6 500
Frais de mission	4 300	3 700	2 900	2 900
Remplacement projet Delta et Alors on danse par 3 émissions de production interne*	2 500	1 900	1 200	1 200
Nettoyage gardiennage	1 900	2 200	2 200	1 800
Total	20 600	17 700	12 300	12 000

Estimation des économies en année pleine



- Au cours de ces dernières années et de celles à venir, un certain nombre d'économies ont été réalisées.
 - > Le recul des frais non permanents est particulièrement spectaculaire. En effet, ceux-ci ont été divisés par deux environ en l'espace de deux ans, entraînant avec eux l'importante diminution des frais de mission.
 - > En parallèle, les émissions « Code Delta » ainsi que « Alors on danse » réalisées pour un coût de 75 K€ cash (au global par numéro) ont été remplacées par « Pourquoi chercher plus loin » « Rendez-vous au gîte » et Samedi chez vous » pour un total d'environ 25 K€. Ainsi, on observe une économie importante sur les frais de programmes et de production.
 - > Enfin, comme tous les pôles France 3, le pôle Nord Est renégocie ces contrats de gardiennage et de nettoyage en espérant faire une économie de l'ordre de 400 K€ annuel dans ce domaine.
 - > De plus le pôle Nord Est avait auparavant 3 standardistes. Aujourd'hui il n'en a plus qu'une et a effectué une économie de 400 K€.

Une logique d'économies qui encadre la stratégie éditoriale

- Des économies sur la production des programmes.
 - > Depuis septembre 2011, chacune des antennes réalisait l'émission du matin ainsi que le 13 heures.
 - > Le pôle Nord Est est **le premier des 4 pôles à avoir mis fin à la relance des programmes.**
 - > Si cette décision a permis de ne pas avoir à effectuer d'économies drastiques sur la fin de l'année 2012, en parallèle, **elle n'a pas laissé le temps au programme de s'installer.**

- En lieu et place :
 - > Le pôle a laissé la possibilité que chacune des antennes réalise son programme de 26 minutes,
 - > Depuis septembre 2012, ce dernier est monté à 52 minutes dans chacune des antennes à l'exception de l'Alsace, et de Bourgogne-Franche Comté
 - > Cette **décision de ré-internaliser et d' « investir » sur les programmes du matin a permis de réduire la sous-traitance et d'augmenter la production.**

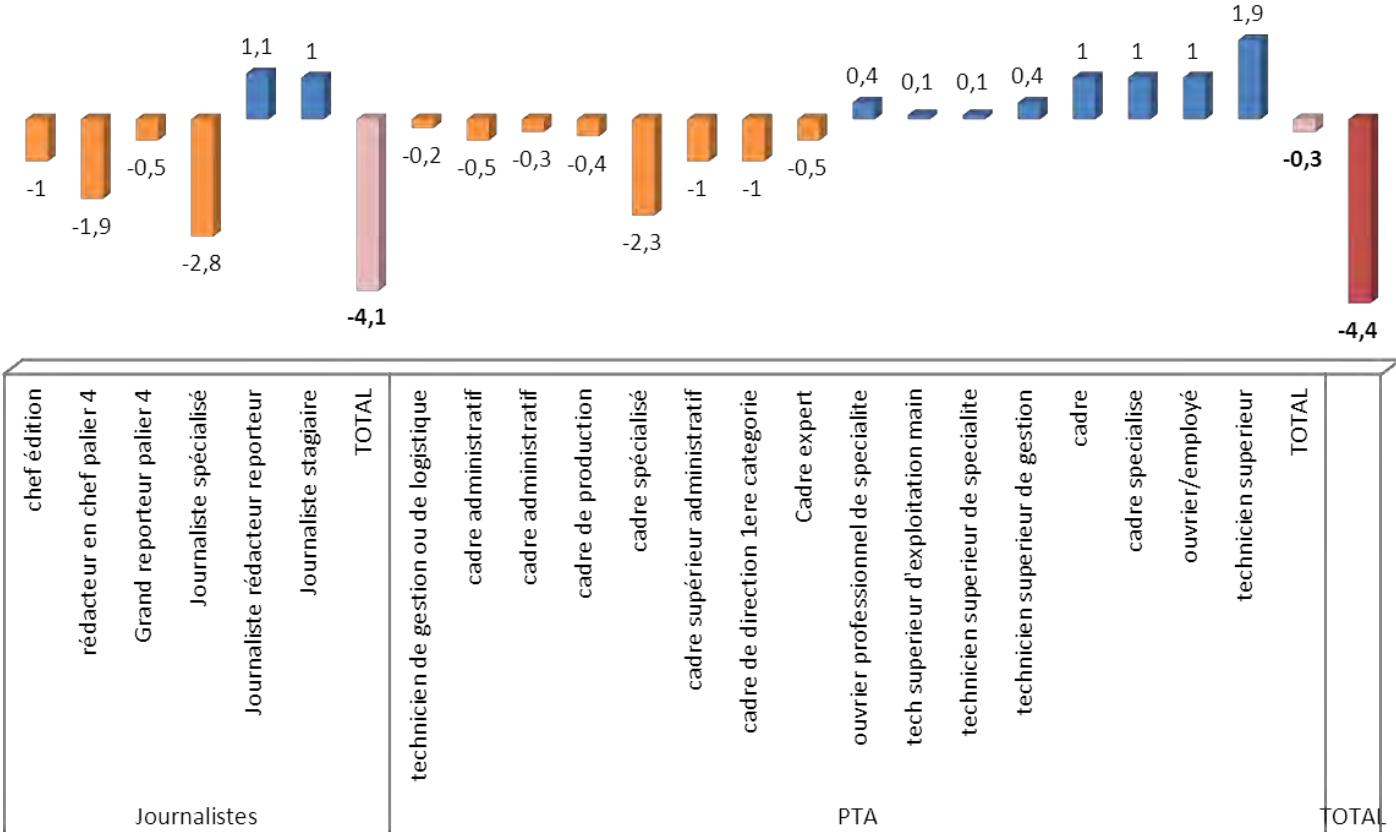
- Le pôle Nord Est a choisi de faire des économies d'ETP ainsi que sur les frais de programmes justifiant ainsi la **pérennité de l'activité jusqu'en 2014 voire 2015**
 - > Selon la Direction, ce sont les programmes qui font les besoins et non l'inverse. Cette approche – sur fond d'économies- **permet d'installer et de protéger un rendez-vous stable**, en rupture avec l'arrêt brutal intervenu au moment de la relance des programmes.
 - > Cependant, nous sommes en droit de nous interroger sur les impacts à moyen terme de cette adaptation, différente pour l'heure de celle des autres pôles. **Seules les audiences permettront de juger de la pertinence de ce choix stratégique.**

Les recherches d'économies ont un impact sur les recettes à fin juin

	R 2011	R 2012	B 2013	B ajusté 2013	R juin 2013	Var. B 2013/ R 2012	Budget 2013/ Réel 2012	Var. B ajusté 2013/ Réel 2013	Budget ajusté 2013/ Réel 2013
Recettes publicitaires, Publicité, Parrainage	-5 234	-3 614	-3 631	-1 661	-1 661	0,5%	-17	0,0%	0
Recettes affectées	-64	-275	-154	0	0	-44,0%	121	nc	0
Autres recettes externes	-1 234	-1 649	-2 082	-446	-463	26,3%	-433	3,8%	-17
Total Chiffre d'affaires	-6 532	-5 538	-5 867	-2 106	-2 123	5,9%	-329	0,8%	-17
Production immobilisée programmes	-3 882	-3 652	-3 990	-1 353	-483	9,3%	-338	-64,3%	870
Autres produits d'exploitation	-124	-108	-23	-12	-68	-78,7%	85	x 5,9	-56
Recettes nettes	-10 538	-9 298	-9 880	-3 471	-2 674	6,3%	-582	-23,0%	797
Recettes intra-groupe	-2 356	-1 999	-1 700	-862	-853	-15,0%	299	-0,9%	8
Total recettes d'exploitation	-12 894	-11 297	-11 580	-4 332	-3 527	2,5%	-283	-18,6%	805
Prélèvements									
Commission de régie	962	670	670	298	298	0,0%	0	0,0%	0
Recettes nettes de prélèvements	-11 932	-10 627	-10 910	-4 034	-3 229	2,7%	-283	-20,0%	805

- En 2012, les recettes étaient supérieures au budget du fait notamment des refacturations et prêts de personnel aux autres pôles ainsi qu'au National.
- **Les prévisions des recettes 2013, supérieures à celles de 2012, ne seront pas réalisées.**
- A fin juin 2013, **les recettes affichent un retard de plus de 800K€ par rapport au budget ajusté.**
 - > Les recettes liées à la publicité sont en retard de près de 14%. Le budget a été réajusté à la baisse concernant cette ligne budgétaire.
 - > Une partie de **la perte de recettes concerne le produit des services techniques facturés à l'extérieur.**
 - > **La production immobilisée de programmes est inférieure de près de 870 K€ au budget ajusté** de la période conséquence d'un retard dans la production de documentaires. Il est impossible que le pôle atteigne au terme de l'année la production immobilisée prévue au budget annuel 2013.
 - > Une situation qui est **à mettre en regard de la très forte baisse des achats de programmes qui pourrait avoisiner les 2 M€** en comparaison au budget

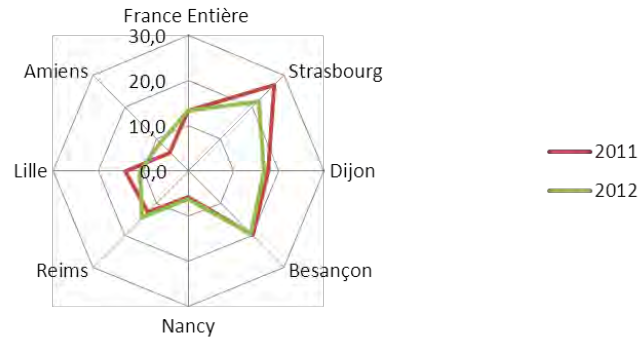
Evolution des ETP sur les six premiers mois 2013



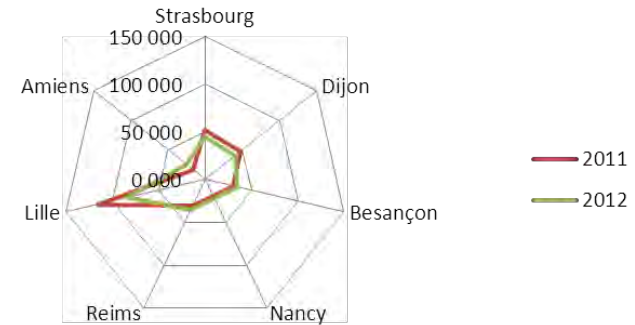
- Le pôle Nord Est a réduit sur les 6 premiers mois de l'année le nombre d'ETP de 4,4
 - > Ce sont les journalistes dont le nombre d'ETP a reculé le plus (-4,1 ETP)
 - > Stabilité d'ensemble pour les PTA mais avec un probable effet de Noria

Recul de la part d'audience sur les journaux

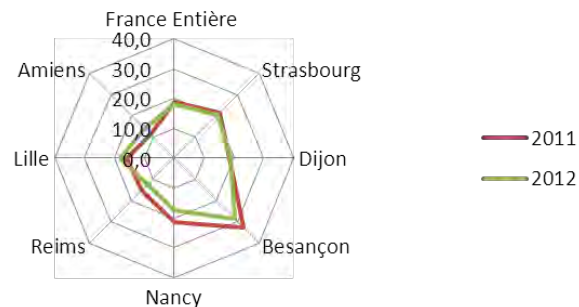
Evolution de la part d'audience du pôle Nord Est sur le 12/13



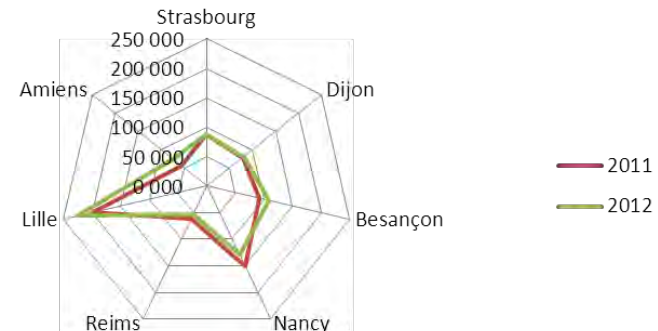
Evolution du nombre de téléspectateurs du pôle Nord Est sur le 12/13



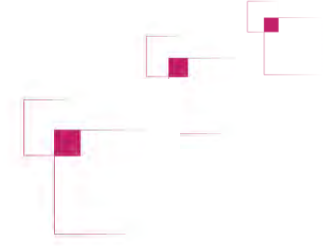
Evolution de la part d'audience du pôle Nord Est sur le 19/20



Evolution du nombre de téléspectateurs du pôle Nord Est sur le 19/20



- Entre 2011 et 2012,
 - > Sur le 12/13, la part d'audience comme le nombre de téléspectateurs sont en diminution.
 - > sur le 19/20, la part d'audience du pôle Nord Est est en recul alors que le nombre de téléspectateurs est en légère augmentation (+35 000).



Les données stratégiques: questions autour de l'approche numérique



L'urgence d'une nouvelle stratégie numérique

Il existe dans les pôles, une volonté de construction d'un espace numérique à jour pour France 3. Il n'y a pas de tableau « noir » ou apocalyptique à faire.

- *Dans une première approche, nous constatons l'existence d'une version avancée de France 3 sur le net, y compris avec des indicateurs plutôt favorables (France 3 devant France 2), ce qui pourrait s'expliquer par la dimension régionale de l'info fournie*

- *Cette présence numérique nous paraît cependant bien en deçà de la capacité de production disponible de France 3 et du niveau requis face aux nouvelles concurrences (Google, Facebook, You Tube, etc...) en regard:*
 - > *De la quantité et de la qualité informationnelle dont dispose France 3 : nombre de journalistes, quadrillage du territoire, capacité de production, montage, etc...*
 - > *De la crédibilité journalistique que le service public peut apporter sur les réseaux de l'Internet*
 - > *Du potentiel de développement que représente l'espace des réseaux multimédia pour France 3*
 - > *De l'occupation de cet espace d'autonomie, en fabrication comme en diffusion*
 - > *De la « La priorité numérique » encore trop pensée comme le développement d'une filiale, d'une déclinaison de la TV, ou d'un nouveau media, alors qu'il s'agit d'un media global ou les frontières entre TV et internet sont désormais floutées..*

- ***C'est l'échange entre les acteurs sur un support (salariés journalistes ou non, public, internautes...), qui justifie l'existence numérique d'une entité, et c'est ce qui n'a pas été mis en question pour l'instant***

- *C'est pourquoi nous proposons cette annexe qui ne doit pas être prise comme une analyse tranchée, mais comme un apport à la réflexion, et au débat.*

Le paradoxe numérique : l'abondance d'informations produit une crise dans les entreprises traditionnelles d'information

Etat des services
≠
État des usages

- Les difficultés économiques de la presse, de la télévision face au numérique, **ne sont pas les difficultés de l'information**
- Il est produit, distribué, consommé **de plus en plus d'informations**, sur des réseaux, selon des formats et dans des niveaux de qualité qui sont **tous en progression**
- L'information connaît une **expansion économique en volume**, alors même que les entreprises de presse voient leur modèle économique en grave difficulté

L'emploi est le
moyen
stratégique
avant d'être une
charge

- De **nouveaux opérateurs** (services informatiques, téléphoniques réseaux sociaux) **émergent** : ils récupèrent, produisent et distribuent l'information **en lieu et place** des opérateurs **traditionnels**
- Leur expansion est liée à leur capacité **d'adaptation...**
- ...avec **l'avantage concurrentiel provisoire** de disposer d'un modèle économique, certes perturbé, mais **réel**, qui fonctionne à partir **d'une monétisation indirecte de l'audience**
- Le futur culturel et économique des services traditionnels est chaîné à la **capacité à étendre le service vers le numérique**, par une production complémentaire **adaptée au support**

Performance des sites internet : France3.fr devant France2.fr : le poids de l'info régionale ?

Selon URL Metrics

- France 3 serait 282^{ème} site en France (5,3 millions de visiteurs mensuel)
- France 2 serait 334^{ème}, TF1 38^{ème}, M6 278^{èm} etc...)

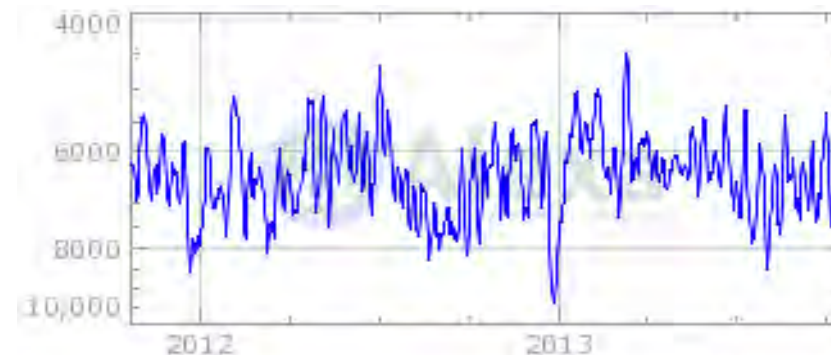
Les TV sont loin d'être leaders

- Google, Microsoft, Facebook, Orange, Iliad, etc, trident les 1ères places : ce sont les concurrents direct de FTV
- Bons résultats du Figaro (15^{ème}) de WEB 66 (le parisien, Ouest France (14^{ème})
- Le groupe FTV se situe au 28^{ème} rang (groupe TF1 est 16^{ème} groupe M6 21^{ème})

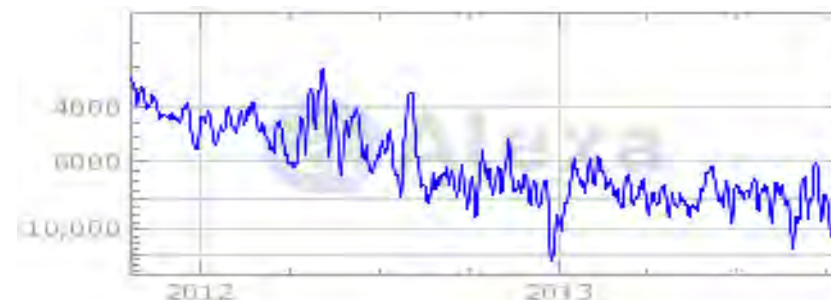
Selon Alexa

(taux de requêtes vues/visiteurs pour 100 000, base toolbar Alexa)

France 3, 221^{ème} : une progression du taux relatif de requêtes



France 2, 356^{ème} : une baisse sensible et continue



La dimension régionale, le nombre de salariés, la capacité à produire une information de qualité devraient être les atouts de France 3 dans le numérique

La priorité au numérique FTV: comment se concrétise t-elle à France 3 ?

Priorité au numérique, les acquis

- Constitution d'équipes dédiées dans les antennes
- Au moins 1 journaliste et un web master par antenne
- Développement d'I-media (en place à Rennes, puis Reims, etc...) : Disponibilité du stock d'image
- Equipement d'outils (I-phone, etc...)

- L'information principale est sur le site
- Réactivité en cas d'actualité « chaude »
- Image de marque, habillage commun
- Accès à la production quotidienne (journal)
- Audience réelle (mais peu de mesure « régionale »)

Priorité au numérique, les problèmes

- La production n'est même pas mesurée (combien de pages, de blogs, de tweets, de photos, etc...) : Comment mobiliser ?
- Pas de charte éditoriale a posteriori (autorisation d'expression...)
- Proximité métier mal établie (journalisme, image, etc...).
- Peu d'expérimentations

- Peu d'interactivité : quels échanges avec les internautes ?
- Peu de production de blogs, tweets, pages Facebook
- Peu de reportage textes, photos
- Peu de productions spécifique (exemple météo, ci-après)
- Peu de « personnalisation » : Blog journaliste, débats...
- Conception « TV » sur internet. Modèle obsolète

La production de France 3 n'est même pas mesurée (nombre de blogs ? De papiers ? De tweets ? De pages Facebook ? De photos publiées , de montages effectués ?

Un capital RH qui peut être déployé autrement ? Optimiser certaines productions ? Exemple : fabriquer des bulletins météo spécifiques hyper-localisés pour le net

Météo : une info régionale qui fédère

- Via une source d'information fiable et disponible (Météo France)
- Des expérimentations en cours
- Une information quotidienne et fidélisante pour les spectateurs/internautes
- Une opportunité d'être une référence comme le « meilleur » producteur d'infos à condition d'être le leader du terrain
- Une capacité créative purement régionale
- Un moyen d'expérimenter une production spécifique
- De multiples supports développables (information « pushée » via des tweets, pages facebook, blogs...)

Les moyens d'être un acteur majeur

- Une production mobilisant des moyens légers, mais de qualité
- Des salariés (souvent pigistes) exerçant au cœur de leur compétence (pas de « polyvalence »)
- Des temps de disponibilité d'emploi (production réalisable dans les porosités)
- Un coût fixe réel (400 jours par antenne, environ 8000 jours pour l'ensemble des pôles) qui peut être amorti sur une plus grande production
- Une mise en valeur des compétences des salariés

- ➔ **Déjà, rendre l'info météo régionale plus accessible sur les sites**
- ➔ **Prioriser la production locale**
- ➔ **Mesurer la production la développer, l'améliorer**

Exemple de la Météo : l'arborescence pour atteindre une météo de proximité

Exemple Aquitaine



Toutes les régions

Rechercher une info, une émission

Dans l'actu : [Un bébé retrouvé dans un coffre de voiture](#) | [Coupe du Monde de pelote basque](#) | [Transat Jacques Vabre](#) | [Avant-première Cap Sud-Ouest en Gironde](#)

Direct Voir votre journal régional en direct

Suivez en direct la Coupe du Monde de Pelote Basque au Haillan

Les compétitions de la soirée

- Paleta gomme hommes : Argentine-Espagne. Les français ont obtenu la 3e place. Pabi Guillenteguy a battu le mexicain, Raya Rizo, pour la médaille de bronze.
- Frontenis hommes : Espagne-Mexique. Médaille de bronze pour la France : Alexandre Jany et Kevin Pucheux ont battu l'Argentine.

C'est la première fois que ces compétitions se déroulent en dehors du Pays Basque au Haillan en Gironde.
Toutes les reportages de France 3 Aquitaine, partenaire de l'événement cliquez [ici](#)

1^{ère} page,
haut de
page ...

Défilement pour atteindre la météo

Pictogrammes par ville (météo-France, production nationale) + le bulletin régional veille au soir

Température d'Agen, possibilité de voir le bulletin de la veille ...

The screenshot shows the Météo France website interface for the city of Agen. At the top, a navigation bar lists several cities: AGEN, ARCACHON, BIARRITZ, BORDEAUX, MONT-DE-MARSAN, PAU, and PÉRIGUEUX. The 'AGEN' link is circled in red. Below the navigation bar, the main heading reads 'Les prévisions météo aujourd'hui'. The forecast is divided into two columns: 'matin' (morning) and 'après-midi' (afternoon). The morning forecast shows a temperature of 5°C with the condition 'Brumes ou brouillards' (fog or mist). The afternoon forecast shows a temperature of 15°C with the condition 'Soleil' (sun). Below the temperature and condition, there are icons for sunrise and sunset, and wind speed information: 'Lever à 07:32' and 'Coucher à 17:49', and 'Du nord-nord-est à 0 km/h' and 'Du nord à 10 km/h'. To the right of the forecast, there is a video player area. It features a play button icon and the text 'VOIR LA VIDÉO'. The video player is surrounded by a yellow hand-drawn circle. Below the video player, there is a red arrow pointing to the play button. The text 'Météo Aquitaine du 11/10/2013' and 'Le bulletin météo de la région Aquitaine' is visible below the video player. At the bottom of the page, there is a section titled 'l'info météo' with buttons for 'régions proches' and 'Toutes les régions'. The text 'Clic pour visionner le bulletin' is written in bold black font at the bottom of the screenshot area.

Clic pour visionner le bulletin

Certaines antennes ont une production spécifique

Le plus souvent : Off avec carte satellite + palette

Défilement pour avoir les prévisions ...

The screenshot shows a weather forecast page with the following content:

- LES prévisions météo aujourd'hui**
 - matin: 5°C, Brumes ou brouillards
 - après-midi: 15°C, Soleil
 - Lever à 07:32, Coucher à 17:49
 - Du nord-nord-est à 0 km/h, Du nord à 10 km/h
- demain**
 - matin: 2°C, Brumes ou brouillards
 - après-midi: 15°C, Soleil
- VOIR / REVUE**: A video player showing a satellite map of France with a play button.
- l'info météo**: A section with tabs for "Régions proches" and "Toutes les régions". It features a small image of a bird and text: "Météo du week-end : vendredi soleil, nuages et pluie samedi et dimanche".

Yellow annotations highlight the video player and the "l'info météo" section. A red arrow points to the bird image in the "l'info météo" section.

Clic supplémentaire et repérage difficile de la production spécifique

Exemple de production spécifique pour le week-end

Le plus souvent : du texte concernant l'ensemble de l'antenne (et non pas zone par zone ou ville par ville)

Billet produit par la journaliste météo Midi-Pyrénées ...

The screenshot shows a France 3 website interface. At the top, there's a navigation bar with 'Toutes les régions' and a search bar. Below that, a horizontal menu lists various news items like 'Sanofi', 'Coupe de France de foot', and 'Ours des Pyrénées'. A blue banner reads 'Direct Voir votre journal régional en direct'. The main content area features a 'météo' section with the headline 'Météo du week-end : vendredi soleil, nuages et pluie samedi et dimanche'. Below the headline is a short text snippet: 'Il faudra profiter de la journée du 1er novembre pour capter un maximum de soleil. L'ambiance sera au gris samedi et dimanche. Seul point positif, les températures reprennent des couleurs à partir de samedi.' A red box highlights the author 'Par Emmanuelle Gayet' and the publication date 'Publié le 01/11/2013 | 06:40, mis à jour le 01/11/2013 | 06:40'. Below the text is a photo of a white and grey kitten sitting on a stone ledge surrounded by autumn leaves. A red arrow points to the kitten. To the right of the main article, there are several service links: 'vos services météo', 'Les bulletins de France 3', 'Les prévisions de francetv info', 'La carte de vigilance de Météo France', 'L'émission Météo à la carte de France 3', and 'La météo en régions avec France 3 régions'. At the bottom right, there's a 'les derniers titres' section with a sub-section for 'justice' and a snippet: 'La justice a tranché : il n'y aura pas de carrière à Montmaurin'.

Défilement, puis texte et des photos illustratives...

Bulletin spécifique mais sommaire, peu d'animation, des images fixes

Dans cet exemple un texte court et simple + graphique

Prévisions
sur
l'ensemble
du week-
end...

Vendredi 1er novembre :

Le premier jour du mois de novembre sera ensoleillé sur la plupart des départements de Midi-Pyrénées. Le voile nuageux du matin s'en ira et laissera plus de place au soleil qui toutefois restera souvent voilé. Le ciel du Lot, du Gers et du Tarn et Garonne sera couvert surtout l'après-midi. La chute des températures se poursuit. Le matin, on relèvera entre 1°C et 5°C pour les minimales. Le milieu de journée le mercure se stabilisera autour des 17°C à 18°C. Près des Pyrénées, l'air sera plus doux, on pourra atteindre au maximum 20°C.



0

J'aime

Tweet

+1

Imprimer

Envoyer

A+

+ grand

A-

+ petit



transat Jacques Vabre.



faits divers

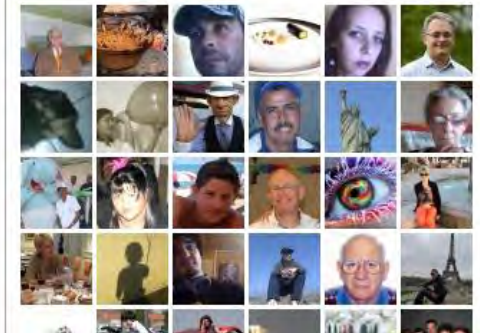
Un banal accident de la circulation dégénère à Toulouse : 5 personnes interpellées, 3 (...)



France 3 Midi-Pyrénées

J'aime

12 820 personnes aiment France 3 Midi-Pyrénées.



Carte, de l'ensemble de la région couverte...

Exemple de la Bretagne : une production quotidienne (en semaine)

De l'humour, des rebonds sur d'autres productions....

Pas de son,
d'animation
, d'images
spécifiques

The screenshot shows a news page from France 3 Bretagne. The main article is titled "Météo en Bretagne : l'ombre des nuages plane" and features a photograph of a pumpkin. Below the article is a video player with the title "L'après-midi, même topo" and a red arrow pointing to a specific frame. To the right of the video player is a social media widget for "France 3 Bretagne" showing 11,017 likes and a grid of photos.

Renvoi vers un extrait de film, un clip... (?)

Délibération du CE FTV Pôle Nord Est sur la vente du terrain d'Eschau

Lors de la séance ordinaire du 21 février 2014, les élus du CE France télévisions Pôle Nord Est ont pris connaissance des 4 offres d'achat pour le terrain de loisirs appartenant au CE et situé à Eschau en Alsace et dont le principe de la vente avait été acté dans une délibération adoptée lors du CE du 15 février 2013 à Besançon.

Trois estimations ont été réalisées en juin et juillet 2013 pour déterminer le prix de vente du terrain. L'agence Guy Hocquet Immobilier établissait le prix du marché entre 60.000€ et 80.000€. L'agence Eckert Immobilier estimait le bien à 100.000€. Maître Philippe de Gail, notaire mandaté par l'agence Euroval Patrimoine, estimait le bien entre 110.000€ et 130.000€.

En septembre 2013 le terrain d'Eschau a été mis en vente par mandat simple, sans exclusivité, dans deux agences immobilières, l'agence Eckert immobilier et l'agence Euroval Patrimoine, pour un prix de 140.000€ net vendeur.

4 acheteurs ont fait des offres d'achat, deux acheteurs particuliers et deux acheteurs via les agences mandatées.

Les acheteurs ont proposé un prix supérieur au prix des mandats.

Les instances représentatives du personnel de France télévisions ayant été suspendues entre octobre 2013 et janvier 2014, la vente n'a pu être finalisée par un vote des élus tel que prévu par le règlement intérieur du CE.

Les élus déplorent et condamnent les pressions exercées par l'agence Eckert Immobilier à l'encontre du CE pendant cette période.

Les élus du CE FTV Pôle Nord Est ont étudié les différentes offres d'achat. L'un des dossiers présentés propose que le terrain de loisirs d'Eschau soit à nouveau destiné à un Comité d'Entreprise pour les salariés d'une entreprise alsacienne. La vocation sociale du lieu, telle qu'elle existe depuis l'achat du terrain par le CE en 1987, sera ainsi préservée.

Les élus du CE France télévisions Pôle Nord Est décident donc d'accepter l'offre d'achat de Monsieur Jacques Bilde à 164.300€ net vendeur. Ils mandatent sa secrétaire Madame Laurence Carpentier pour finaliser la vente.

Strasbourg, le 21 février 2014

CE du 20 février 2014 à Strasbourg

Compte rendu du CCE du février 2014

CCE constitutif

Suite aux élections de Mayotte qui ont vu un changement de majorité, le bureau et les présidences de commission du CCE ont été renouvelés. Deux syndicats avaient tenté d'empêcher la tenue de la séance en engageant une procédure hasardeuse devant le TGI de Paris. Ils ont été déboutés et condamnés par le juge.

François Marlin a été élu secrétaire, Marc Chauvelot Moinahouri Madi Ousseni et Pierre Mouchel ont été élus secrétaire adjoints.

Fabrice Craig a été élu trésorier et Annabelle Igier trésorière adjointe.

Les président(e)s des commissions obligatoires ont été élu(e)s

- Commission économique : Jean Hervé Guilcher
- Commission formation emploi : Anne Berger
- Commission Logement : Isabelle Joly
- Commission égalité professionnelle : Marie Jorisse

Ainsi que cinq président(e)s de commissions facultatives

- Nouvelles technologies : Gaby Laurier
- Production et fabrication interne: Cyril Pinato
- Programmes régionaux : Pierre Mouchel
- Outremer 1ere : Didier Ricou
- Lutte contre les discriminations : Marc Chauvelot

CCE ordinaire

Hervé Guillermic, élu du Pôle Nord-Ouest, s'est exprimé sur les atteintes aux droits de grève dans le cadre du conflit en cours sur le temps de travail à Vanves et Isabelle Joly, élue du Pôle Sud Est, a stigmatisé les propos inqualifiables tenus par un membre de l'encadrement de l'antenne d'Auvergne « *Je ne tolérerai pas dans l'entreprise des propos racistes ou discriminatoires* » a déclaré le PDG.

1- Raisons économiques conduisant au plan de départs volontaires

Rémy Pflimlin, épaulé par ses financiers, a décrit le cadre économique général conduisant au plan d'économies. Avec un fatalisme assez consternant il invoque une ressource publique en déclin, des perspectives publicitaires peu encourageantes, bref un contexte global qui s'impose à nous... La faute à la fatalité...

MM Ajdari et Lacroix en décrivent les mécanismes. La subvention budgétaire censée compenser la suppression de la publicité après 20H est passée de 436 M€ en 2012 à 256 M€ en 2013 pour atteindre 115 M€ en 2014.

Parallèlement la crise a largement touché FTV qui a vu ses recettes publicitaires diminuer de 90 M€ par rapport à la prévision du précédent COM: 360 M€ au lieu de 450M€.

Enfin les autres résultats opérationnels sont en deçà du résultat prévu (-33 M€), 34M€ au lieu de 67 M€.

Au total l'écart entre les ressources prévues dans le précédent COM et l'avenant à fin 2015 est de 325 M€.

Cette situation est principalement due à un actionnariat déficient, celui de gouvernements successifs qui ont délibérément cassé le modèle économique de France télévisions en privant une entreprise jusqu'alors à l'équilibre d'une grande partie de ses ressources. Nicolas Sarkozy en zappant la ressource publicitaire, François Hollande en supprimant la dotation budgétaire censée la compenser.

Pour la direction, il est impossible de ne pas faire porter une partie des économies sur la masse salariale. "Pourquoi?" demandent les élus. "Parce que !" répond la direction qui précise qu'il est compliqué de revenir sur les contrats pluri annuels ou de revoir les droits sportifs.

A propos de l'internalisation de la fabrication, Martin Ajdari prétend que ce n'est pas la solution miracle. Il va jusqu'à affirmer que sur certaines opérations les seuls frais de mission de nos équipes dépasseraient les coûts de la prestation externe! Voilà une déclaration qui demande à être sérieusement étayée. Sans même évoquer les coûts de la sous activité ou le transfert des charges des producteurs privés sur l'assurance chômage on imagine mal comment peuvent être respectées les règles sociales les plus élémentaires dans de telles conditions!

2- Projet d'accord de méthode sur l'info/consultation sur le PDV

La Loi dite de sécurisation de l'emploi tirée de l'ANI du 13 janvier 2013 signée par les confédérations Cfdt et la Cgc enferme l'information-consultation des instances dans des délais ultra restreints. Comme plusieurs acteurs l'ont fait remarquer, ce n'est pas la sécurisation de l'emploi qui a été recherchée mais plutôt la sécurisation des suppressions d'emplois pour les employeurs.

Sauf accord collectif majoritaire, c'est un calendrier prédéterminé de quatre mois qui s'impose et qui fixe le terme de la procédure au 14 février 2014.

Dans ce contexte et suite aux mouvements de grève de novembre 2013, les organisations syndicales ont obtenu le desserrement du calendrier et l'ouverture de la négociation d'un projet alternatif à celui de la direction.

Un accord de méthode a été négocié qui prévoit un rallongement des délais et la désignation d'un expert qui sera mis au service des organisations syndicales pour les aider à formuler leurs contre-propositions.

A cette fin les élus du CCE ont adopté une résolution à l'unanimité des votants moins une abstention.

3- Avenant n°1 à l'Accord d'entreprise du 28 mai 2013

Augustin Hoarreau, en charge des négociations sur ce thème, est venu présenter le projet d'avenant à l'Accord collectif faisant suite aux commissions de suivi sur les transpositions et l'harmonisation. L'avenant comporte un certain nombre d'évolutions sur la nomenclature des métiers.

Les élus ont mis en évidence un certain nombre d'oublis comme le positionnement des gestionnaires d'antenne, toujours en débat, celui des adjoint(e)s d'administrateur de production et celui des métiers artistiques.

Les élus ont exprimé la demande de faire figurer dans la nomenclature des métiers de l'accord collectif la fonction de « concept(rice) eur- rédact(rice)eur d'autopromotion, programmes courts et météo » qui selon nous relève de l'activité permanente de l'entreprise et non de l'annexe « métiers artistiques ». Idem pour la fonction de programmeur radio dans les Outremer.

La direction s'est engagée à faire parvenir aux organisations syndicales la liste de tous repositionnements issus des commissions de suivi de la transposition des PTA d'ici le 11 février. Elle fera parvenir la liste de tous les salariés PTA et journalistes bénéficiaires de l'harmonisation d'ici le 28 février 2014.